

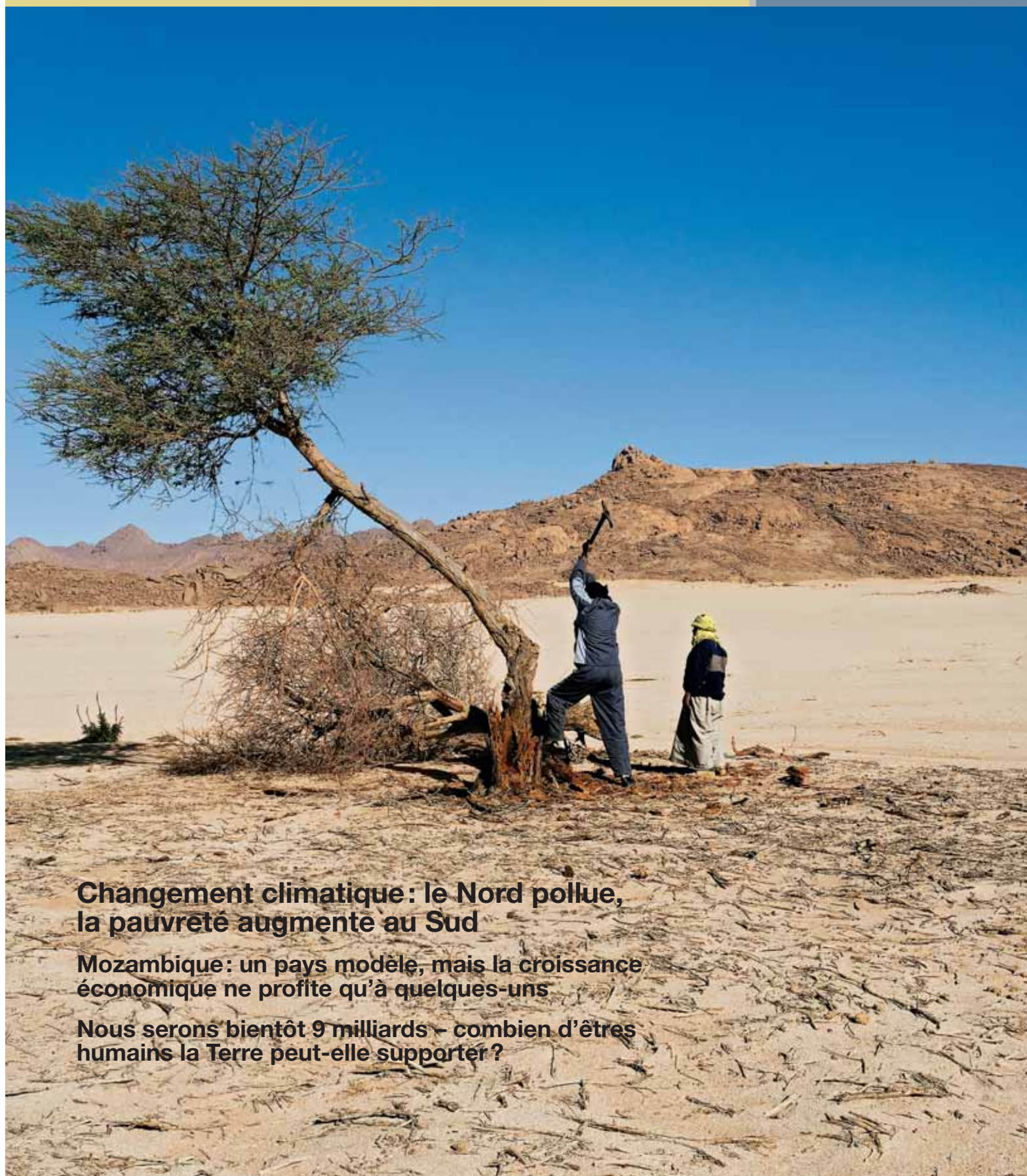
# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2009  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**Changement climatique: le Nord pollue,  
la pauvreté augmentée au Sud**

**Mozambique: un pays modèle, mais la croissance  
économique ne profite qu'à quelques-uns**

**Nous serons bientôt 9 milliards – combien d'êtres  
humains la Terre peut-elle supporter ?**

## DOSSIER



### CHANGEMENT CLIMATIQUE

#### La pollution émise par le Nord pèse lourd sur le Sud

Les conséquences néfastes du réchauffement planétaire placent la communauté internationale devant de nouveaux défis

6

#### Le climat intégré dans tous les projets

Le problème climatique revêt une importance cruciale dans les projets de la DDC

11

#### «Nous avons perdu énormément de temps»

Entretien avec Thomas Stocker, professeur de physique climatique

12

#### La fonte des glaciers menace les paysans péruviens

Sur les hauts plateaux du Pérou, les paysans doivent adapter leurs modes de culture à l'évolution du climat

14

#### Dans le village branché de Doña Delia

Au Nicaragua, la Suisse soutient la production d'énergie alternative dans les zones rurales

15

## HORIZONS



#### «Nous avons la liberté, mais à peine de quoi vivre»

Le Mozambique affiche des taux de croissance réjouissants. Pourtant, plus de la moitié de la population vit encore dans la pauvreté.

16

#### Des pêcheurs victimes du changement climatique

Bernardo Tabela parle de son village, près de Maputo, qui ne peut plus vivre de la pêche

20

## DDC

#### Nous avons beaucoup à offrir et encore plus à gagner

Martin Dahinden, directeur de la DDC, évoque les défis immenses posés par le changement climatique

21

#### Les aînés paient le prix du sida

Dans cinq villages de Tanzanie, l'association suisse Kwa Wazee finance des rentes de vieillesse

22

#### Des médecins de famille plutôt que des spécialistes

En Bosnie-et-Herzégovine, la Suisse contribue à améliorer le système de santé

24

## FORUM



#### Combien d'êtres humains la Terre peut-elle supporter?

Malgré la raréfaction des ressources, freiner l'explosion démographique n'est pas une priorité de la coopération

26

#### Des écrivains qui demandent la charité

L'écrivain sud-africain Zakes Mda se montre critique à l'égard de l'aide alimentaire

29

## CULTURE



#### Réconciliation par la culture dans les Balkans

Des projets culturels suisses encouragent la coopération transfrontalière dans les Balkans occidentaux, contribuant ainsi à apaiser les tensions ethniques

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que le commerce des droits d'émission?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Le climat réagit... Que fait l'Homme?

Le climat réagit aux activités des hommes, obligeant ces derniers à réagir à leur tour. Les principales causes du réchauffement planétaire sont aujourd'hui connues : la combustion d'énergies fossiles, le déboisement d'immenses surfaces forestières et l'émission de gaz à effet de serre par l'agriculture. Les conséquences en sont perceptibles partout dans le monde et elles placent la communauté internationale face à d'énormes défis.

Les pays pauvres sont – une fois encore – particulièrement touchés. Or, ce sont justement ceux qui ont contribué le moins au dérèglement du climat. La coopération au développement a depuis longtemps pris conscience de cette problématique et en tient compte dans ses activités. Elle se trouve toutefois devant un dilemme : comme on l'a vu dans les pays industrialisés, l'amélioration de la qualité de vie et la réduction de la pauvreté ont toujours eu pour corollaire un accroissement de la consommation d'énergie et de ressources, ce qui accélère encore le changement climatique. Il faut donc s'y prendre autrement.

Le problème va continuer de s'aggraver, parce que la consommation d'énergie par habitant augmente partout et que la population mondiale ne cesse de croître : d'ici 2050, la Terre devrait compter plus de 9 milliards d'habitants. C'est là une évolution dont on se préoccupe encore trop peu (voir page 26).

D'un côté, la planète subit donc les effets du changement climatique : sécheresses, inondations, épuisement des ressources, forte réduction de la biodiversité et des terres arables. De l'autre, la population ne cesse d'augmenter. Elle est tributaire de ressources toujours plus rares, mais

consomme toujours plus d'énergie, contribuant ainsi au dérèglement climatique. Ce cercle vicieux nous conduit-il tout droit à la catastrophe ?

Les scientifiques qui planchent sur la question se répartissent entre optimistes et pessimistes. James Lovelock, chercheur à la Nasa, fait partie des seconds. Il prévoit ainsi que d'ici cinquante à cent ans, une portion infime de la surface terrestre sera encore cultivable, tandis que les autres zones seront soit trop sèches, soit immergées. Il conclut : « L'humanité se trouve en très mauvaise posture et je crains qu'elle ne soit pas assez intelligente pour résoudre les problèmes qui l'attendent. À la fin de ce siècle, seuls un milliard d'êtres humains, voire moins, auront survécu. »

Hans Joachim Schellnhuber, directeur de l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam, voit les choses tout à fait autrement, mais seulement « si l'humanité considère la situation actuelle comme une chance et parvient à opérer un changement radical ». C'est aussi l'avis du climatologue suisse Thomas Stocker (voir page 12), membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui déclare : « Nous avons besoin de nouvelles technologies et devons nous comporter de manière beaucoup plus parcimonieuse à l'égard de toutes les ressources. D'autre part, il faut redéfinir la notion de « qualité de vie », en donnant si possible la priorité à des cycles fermés de matériaux et d'énergie. »

*La rédaction*

*(De l'allemand)*



Tim A. Hetherington/Panos/States

## Retour à la terre au Nigeria

(jls) Le Nigeria a décidé d'investir dans l'agriculture afin de se prémunir contre une crise alimentaire. Depuis la découverte du pétrole, au début des années 70, il s'était désintéressé de ce secteur de l'économie. L'or noir, devenu sa principale source de devises, finançait l'importation massive de denrées alimentaires. Ces dernières années, les finances publiques ont toutefois été mises à mal par l'effondrement des cours mondiaux du pétrole et les violences dans le delta du fleuve Niger, où se concentrent les gisements. Le gouvernement a donc pris des mesures pour diversifier l'économie et relancer l'agriculture. Il encourage la production de maïs, de riz et de manioc. En un an, plus de 50 000 kilomètres de pistes rurales ont été construites ou réhabilitées. Au début de 2009, l'État a distribué gratuitement 850 000 tonnes d'engrais et d'insecticide aux paysans à travers tout le pays. Puis il a réussi à mobiliser, avec l'aide du secteur privé, 200 milliards de nairas (env. 1,5 milliard de francs) qui financeront des crédits aux exploitations agricoles. En outre, un vaste programme d'irrigation est en cours dans le nord et le sud-ouest du pays.

## L'esclavage moderne

(bf) L'esclavage reste largement répandu dans le monde entier. Telle est la conclusion d'un rap-

port publié en février dernier par l'Unesco et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Onudc). Ce document, qui se fonde sur les données de 155 pays, constate également que la traite des personnes, la prostitution et le travail des enfants présentent les mêmes structures que le commerce d'esclaves au 18<sup>e</sup> siècle. Dans 79% des cas, le trafic d'êtres humains relève de l'exploitation sexuelle. Les victimes sont le plus souvent des femmes et des filles. La deuxième forme de traite la plus répandue est le travail forcé, avec une proportion de 18%. Mais les données recueillies ne tiennent compte que des cas détectés et signalés, de sorte que la réalité est sans doute plus sombre encore. À l'échelle mondiale, les enfants constituent près de 20% des victimes de la traite. Toutefois, dans certaines parties de l'Afrique et dans la région du Mékong, ils en sont même les

premières victimes. Par ailleurs, environ 46 pays ont fourni des données relatives au sexe des auteurs de la traite. Contre toute attente, ceux-ci sont majoritairement des femmes, révèle le rapport.

[www.unesco.org/shs/humantrafficking](http://www.unesco.org/shs/humantrafficking)

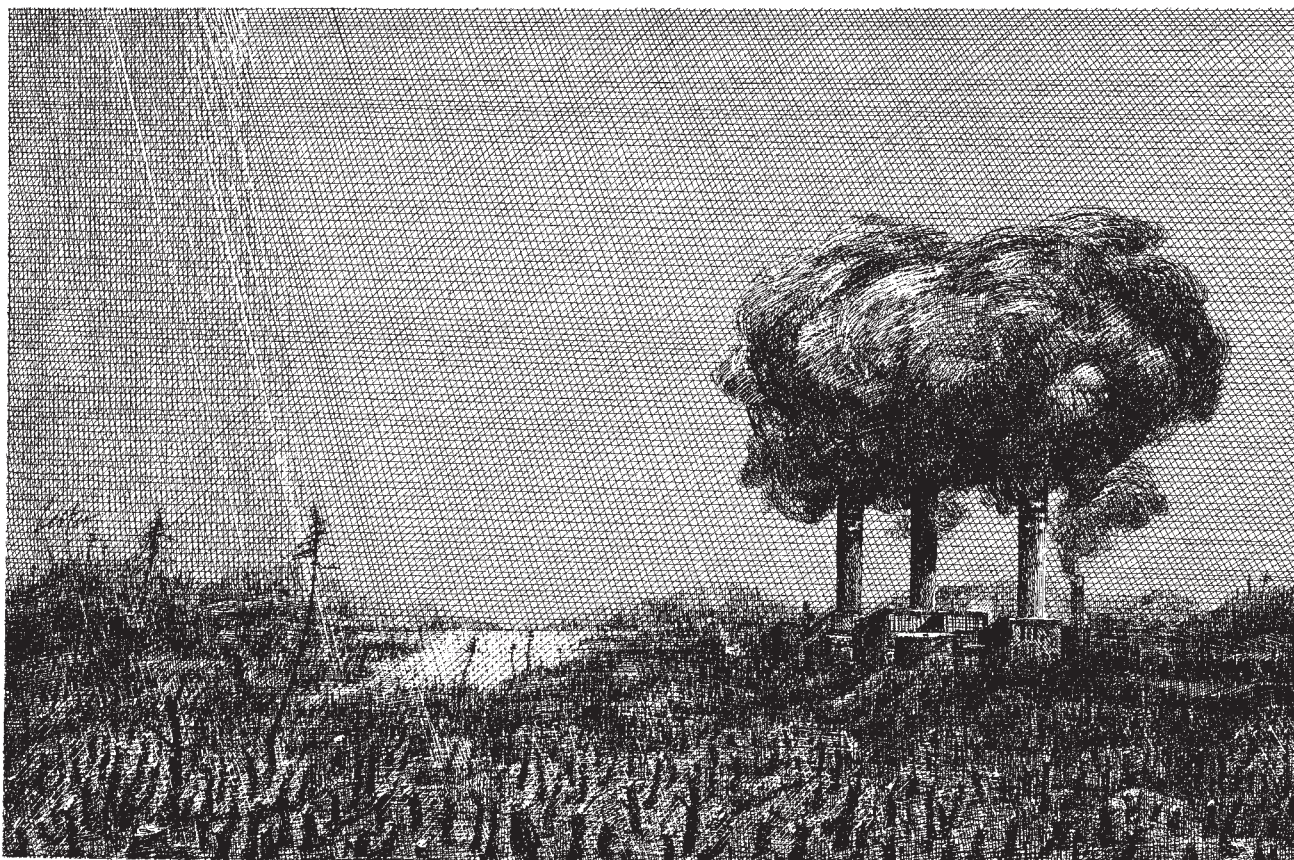
## L'eau sous pression

(bf) La crise financière internationale nous le ferait presque oublier, mais une pression toujours plus forte s'exerce sur les ressources en eau. La demande n'a jamais été aussi importante en raison notamment de la croissance démographique, de l'évolution des modes de consommation alimentaire et des besoins accrus en énergie. C'est ce que constate le troisième Rapport mondial des Nations Unies sur l'évaluation des ressources en eau. Les auteurs de cette étude, à laquelle ont collaboré 26 agences onusiennes, montrent que l'eau est aussi cruciale pour le développement économique que les programmes conjoncturels. Des catastrophes, telles que des inondations ou des sécheresses, peuvent en effet coûter à un pays jusqu'à 14% de son produit intérieur brut. L'irrigation intensive des cultures consomme déjà environ 70% de toute l'eau douce disponible et la tendance est à la hausse. Le triste revers de la médaille, c'est que près de 13% de la population mondiale, soit 884 millions de personnes –



Martin Sasse/afaf





## Paysage

dont 340 millions en Afrique – n'ont toujours pas accès à de l'eau potable.

[www.unesco.org](http://www.unesco.org), «Natural Sciences», «Freshwater», «WWAP»

### Travailler par sms

(gn) Les nouvelles technologies créent des formes inédites de travail. En janvier dernier, la société Tختهagle a lancé au Kenya une initiative novatrice : des milliers de détenteurs de téléphones portables pourront gagner de petites sommes en participant à des travaux de traduction. Chacun d'eux reçoit par sms une tâche à effectuer, s'en acquitte et envoie le résultat à la centrale. Nokia est le premier client : le fabricant finlandais de portables entend proposer les menus et les fonctions de ses appareils dans les soixante langues parlées au Kenya. Tختهagle cherche donc des personnes prêtes à traduire les expressions anglaises dans leur

langue maternelle. «Nous envoyons le même mot ou la même phrase à plusieurs utilisateurs et considérons comme correcte la réponse que nous recevons de la majorité d'entre eux», explique le chercheur américain Nathan Eagle, fondateur de la société. La rémunération emprunte aussi la voie des ondes : l'opérateur kenyan Safaricom, qui joue le rôle de banque, convertit en espèces les crédits d'appel obtenus pour la tâche effectuée.

[www.txtteagle.com](http://www.txtteagle.com)

### La pomme de terre malmenée par la crise

(bf) Ces dernières années, la culture de la pomme de terre est devenue une activité fort lucrative pour quelques pays en développement. L'assèchement du crédit, provoqué par la récession mondiale, risque cependant d'entraver cet essor. Selon l'Organisation des Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pomme de terre est l'aliment le plus cultivé dans le monde après les céréales. En 2007, on en a récolté 325 millions de tonnes, dont plus de la moitié dans les pays en développement. Si la Chine se classe en tête des pays producteurs, le Bangladesh, l'Inde et l'Iran figurent parmi les plus importants consommateurs. Ces échanges Sud-Sud se ressentent gravement

de la récession, qui a fait chuter les investissements consacrés à la culture de la pomme de terre, de même que le commerce et les crédits à l'agriculture. NeBambi Lutaladio, de la FAO, préconise dès lors d'adopter des mesures concrètes, comme la promotion de la recherche et du développement, afin de stimuler la production de la pomme de terre et de protéger la sécurité alimentaire.

[www.potato2008.org](http://www.potato2008.org)



G.M.B. Akash/Panos/Strates





Demet Tatlow/af

Contrairement aux pays en développement, tel le Mali (en bas), les pays industrialisés et émergents, comme la Chine (en haut), sont obligés d'adapter leurs pratiques aux nouvelles conditions climatiques, car nous sommes tous tributaires du bon fonctionnement des écosystèmes



Berthold Steinthaler/af

# La pollution émise par le Nord pèse lourd sur le Sud

**La Terre se réchauffe et ce dérèglement climatique place la communauté internationale devant de nouveaux défis. Une réglementation mondiale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre est actuellement en discussion. Elle jettera les bases d'une politique climatique équitable à l'échelle planétaire. De Gabriela Neuhaus.**

Il ne se passe pas un jour sans que les médias parlent du problème climatique. Le réchauffement de la planète reste au cœur du débat politique. Et il y a longtemps que ce n'est plus un sujet réservé aux climatologues et aux écologistes. Le changement climatique pose également de nouveaux et sérieux défis à la coopération au développement notamment. La température moyenne de la planète a augmenté de 0,74 degré au cours des cent dernières années, en raison de la concentration accrue de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce phénomène est imputable à des activités humaines, la principale étant la combustion d'agents énergétiques fossiles. D'autres facteurs sont le déboisement à grande échelle et les gaz rejetés par l'agriculture.

## **Multipliation des catastrophes naturelles**

Les statistiques montrent que le réchauffement climatique s'est accéléré ces dernières années. Et la température continuera d'augmenter, prédisent les experts. Même s'il ne s'agit que de quelques degrés, cela impactera fortement la vie sur Terre : la moitié environ des surfaces agricoles se situent dans les zones tropicales et subtropicales, où les espaces désertiques continueront de s'étendre. Mais cette évolution frappe aussi des archipels et des régions côtières, qui risquent de disparaître sous les flots car la fonte des glaces polaires fait monter le niveau des mers.

Le recul des glaciers dans les Andes ou l'Himalaya produit déjà des effets sur les microclimats locaux et sur le régime hydrique de grands systèmes fluviaux. Au niveau mondial, on assiste à une multiplication d'événements extrêmes – vagues de froid ou de chaleur, cyclones et ouragans – qu'il faut également attribuer au réchauffement climatique. Plus les températures augmentent rapidement, plus le risque est grand de voir des écosystèmes entiers s'effondrer.

Les répercussions négatives du bouleversement

climatique frappent particulièrement les pays en développement. Cela tient notamment à leur situation géographique, puisqu'une grande partie d'entre eux se trouvent dans des zones vulnérables sur le plan climatique. Mais la principale raison est que le changement menace des populations qui sont directement tributaires du bon fonctionnement des écosystèmes et qui n'ont guère la possibilité de s'adapter à de nouvelles conditions environnementales : un petit paysan du Sahel ne peut pas s'offrir une pompe électrique et creuser à 200 mètres de profondeur pour trouver de l'eau ; et les pêcheurs du Bangladesh n'ont ni les moyens ni le savoir-faire requis pour construire de hautes digues contre la mer qui monte.

## **Des conséquences sociales explosives**

Si des terres aujourd'hui habitées et cultivées se recouvrent d'eau ou se transforment en déserts, des centaines de milliers de personnes seront chassées de chez elles. Si la nourriture ou l'eau se raréfient, il en résultera des famines et des guerres. Ces conséquences prévisibles du changement climatique ne font pas que compromettre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Elles risquent bien d'anéantir les progrès déjà réalisés et de provoquer une recrudescence de la pauvreté.

Tout cela met en lumière le caractère à la fois complexe et explosif des problèmes climatiques. Les principaux responsables de la situation actuelle sont les pays industrialisés, dont les activités ont augmenté depuis un siècle la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Aujourd'hui, ils continuent de produire la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> de la planète alors qu'ils ne représentent que 20 pour cent de sa population. Les pays industrialisés qui ont signé le Protocole de Kyoto se sont certes engagés à réduire leurs rejets de CO<sub>2</sub>, mais le niveau visé reste bien supérieur à la moyenne mondiale.



L'amélioration de notre bien-être passe inévitablement par une consommation accrue d'énergie, ce qui accélère le changement climatique. Or, les conséquences du réchauffement planétaire sont beaucoup plus graves dans les pays en développement que dans le monde industrialisé, comme le montrent ces deux exemples : Sumatra après le tsunami (en bas, à gauche) et Haïti, un pays périodiquement dévasté par des tempêtes tropicales.



The New York Times/Redux/af



Martin Sasse/af



The New York Times/Redux/af

### L'effet de serre

L'atmosphère terrestre retient une partie de la chaleur renvoyée par le sol. Cet effet de serre naturel est provoqué par la vapeur d'eau et par des gaz tels que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane ou le protoxyde d'azote (gaz hilarant). Il augmente de plus de 30 degrés la température terrestre, qui serait de -18 degrés s'il n'y avait pas d'atmosphère. C'est ce phénomène qui rend la vie possible sous sa forme actuelle. La concentration dans l'atmosphère de gaz dits « à effet de serre » a toujours été soumise à des fluctuations naturelles. Mais depuis une centaine d'années, ces variations sont de plus en plus masquées par les répercussions des activités humaines qui accroissent la concentration de gaz, ce qui renforce l'effet de serre. Voir également la rubrique « Au fait, qu'est-ce que », p. 25

### Les émissions augmentent avec le niveau de vie

C'est principalement la pauvreté qui explique le niveau relativement modeste des émissions produites par les pays en développement ou émergents : au Rwanda, par exemple, 90 pour cent des ménages n'ont pas encore l'électricité ; dans des pays émergents tels que l'Inde ou la Chine, une bonne partie de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté. Les efforts entrepris pour élever le niveau de vie – électrification de villages, augmentation de la production dans l'agriculture et l'industrie, amélioration de l'accès au marché et de la mobilité, utilisation courante de l'ordinateur et du téléphone portable, etc. – entraînent inéluctablement une consommation accrue d'énergie. Vu la menace que fait planer actuellement le réchauffement climatique, on recherche des moyens de combattre la pauvreté en dissociant ces deux paramètres.

Les avis sont extrêmement partagés sur la pertinence de cet objectif et sur la manière de l'atteindre.

Différents organismes, allant de petites associations villageoises à la Banque mondiale, examinent une multitude d'options. Ils misent, par exemple, sur le développement et l'adaptation de méthodes décentralisées traditionnelles ou sur l'investissement dans de nouvelles technologies susceptibles de produire à grande échelle des énergies propres.

Mais on a pu constater que certaines innovations soulèvent elles-mêmes des problèmes. C'est le cas des agrocarburants « climatiquement neutres », dont la production entre en concurrence avec la culture de plantes vivrières. La promotion de l'énergie nucléaire et la poursuite de son développement sont également des solutions controversées, de même que le recours au génie génétique pour sélectionner de nouveaux végétaux destinés à la production d'énergie.

### Des incitations à protéger la forêt

De nombreuses agences de développement, dont la DDC, misent plutôt sur des stratégies décen-





Redux Pictures/elf

Chaque année, le déboisement fait disparaître 13 millions d'hectares de forêts et libère 2 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. Les États qui protègent activement leurs forêts doivent avoir désormais la possibilité de monnayer ces efforts.

tralisées qui ont fait la preuve de leur durabilité. Beaucoup de projets réalisés par le passé, notamment dans l'agriculture ou la gestion forestière, tenaient compte de l'aspect climatique. Les forêts remplissent une fonction vitale pour le climat, du fait qu'elles stockent le CO<sub>2</sub> durant leur croissance. Mais le déboisement fait actuellement disparaître chaque année 13 millions d'hectares de forêts – soit des superficies équivalentes à la Grèce ou au Nicaragua. Cela libère 2 milliards de tonnes de carbone sous forme de CO<sub>2</sub>.

Pour juguler ces pertes, l'ONU a lancé le Programme pour la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (Redd). Son but est d'associer la protection des forêts et celle du climat. L'idée est d'attribuer une valeur économique à la forêt, en tant que puits de carbone, et de permettre aux pays qui la protègent activement de monnayer ces efforts sur le marché international. C'est ainsi que la Suisse et l'Allemagne soutiennent conjointement, dans le cadre du Redd, un projet pilote du gouvernement mal-

gache dont le but est d'encourager le reboisement et l'entretien de forêts sur l'île à l'aide d'incitations financières.

Ce n'est pas une approche nouvelle que d'utiliser des instruments propres à l'économie de marché pour promouvoir la coopération internationale en matière de protection du climat: le Protocole de Kyoto autorise déjà les pays industrialisés à compenser leurs émissions excédentaires de CO<sub>2</sub> en soutenant des projets de protection du climat ou de la forêt dans des pays du Sud. Ce Mécanisme de développement propre (MDP) devrait également assurer le financement des mesures nécessaires par les principaux responsables du problème et accélérer le transfert de technologie ainsi que la mise en place d'une économie respectueuse du climat dans les pays du Sud.

### L'écueil des bénéfices immédiats

Malheureusement, les résultats se font attendre: beaucoup des projets financés dans le cadre du MDP n'ont guère apporté de progrès en termes

### Climat et genre

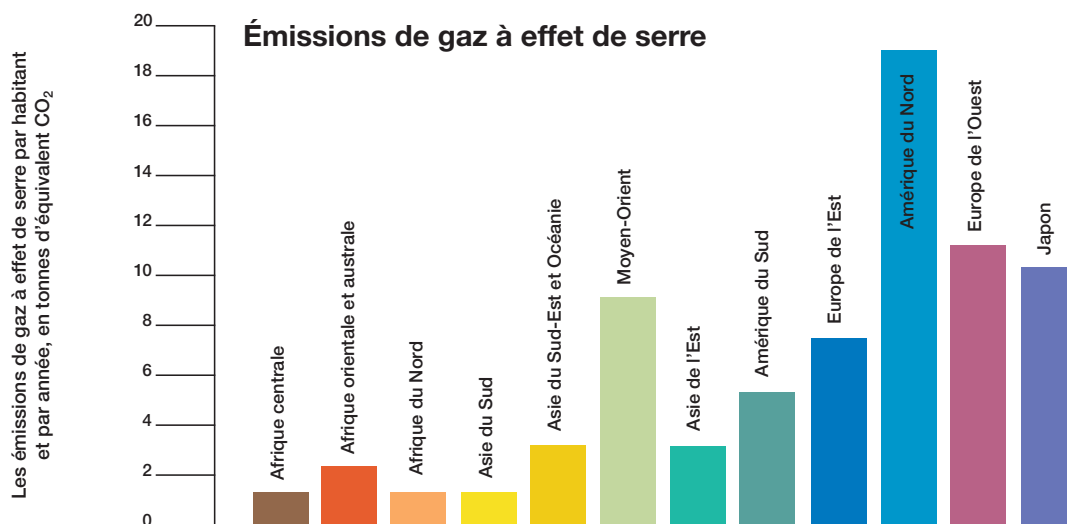
Dans de nombreux pays, le changement climatique frappe plus durement les femmes que les hommes. En Afrique, par exemple, les femmes doivent parcourir des distances toujours plus longues pour trouver de l'eau et du bois de feu, puisque c'est à elles qu'incombe cette corvée selon la répartition traditionnelle des tâches. Mais ce sont aussi les femmes qui trouvent des réponses aux situations difficiles: au Bangladesh par exemple, elles ont mis au point des fourneaux mobiles afin de pouvoir déplacer leur cuisine dans les collines lorsque l'inondation menace. Ces méthodes pragmatiques à l'échelle locale risquent d'être annihilées dans le contexte des négociations actuelles sur la question climatique. C'est pourquoi la DDC soutient le réseau mondial «Gender CC – Femmes pour la justice climatique», qui doit notamment permettre à cinq expertes du Sud de participer aux négociations de Copenhague.

[www.gendercc.net](http://www.gendercc.net)

de protection du climat. Il faudra adopter de nouvelles dispositions, plus sévères, pour éviter que les pollueurs riches s'achètent des crédits peu coûteux sur le marché des droits d'émission (voir page 25) aux dépens du climat et des pays pauvres, et qu'ils réalisent même des bénéfices dans certains cas. Cela suppose toutefois que l'on trouve un consensus international sur la manière de protéger durablement le climat mondial, par des méthodes à la fois efficaces et socialement équitables. Il s'agit d'une part de limiter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, d'autre part d'atténuer les dégâts inévitables engendrés par le changement climatique. La communauté internationale s'emploie actuellement à maîtriser cette problématique globale en instaurant une réglementation adéquate.

Ces efforts, entrepris partout dans le monde, sont cependant en flagrante contradiction avec ce qui se passe réellement : pour les milieux économiques et politiques, la recherche de bénéfices immédiats reste souvent prioritaire – au détriment d'un développement durable et axé sur le long terme. C'est pourquoi les émissions de CO<sub>2</sub> ont continué d'augmenter l'année passée, par exemple. Pour restreindre autant que possible les coûts futurs du réchauffement climatique, il serait indispensable d'adopter des approches courageuses tant localement qu'à l'échelle planétaire. Cela ne semble pas être le cas, alors même que se prépare la conférence de Copenhague qui doit jeter les bases d'une politique climatique équitable et durable. ■

(De l'allemand)



## De Rio à Copenhague

Le Sommet de la Terre, organisé par l'ONU en 1992 à Rio, a dessiné les contours d'une politique climatique mondiale en adoptant la Convention-cadre sur les changements climatiques. Cet accord international a pour objectif de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau «qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique». Son article 3 stipule qu'il incombe aux parties de «préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives».

Quant au Protocole de Kyoto, adopté en 1997, il définit les mesures qui doivent être prises notamment par les nations industrialisées durant la première

période d'engagement 2008-2012. Mais ce texte n'a jamais été signé par les États-Unis, qui ont émis jusqu'ici plus de CO<sub>2</sub> qu'aucun autre pays. L'étape suivante consiste à adopter une nouvelle convention, afin que la politique climatique mondiale soit basée sur des engagements réciproques. Cet accord sera négocié lors du sommet de l'ONU sur le climat, du 7 au 18 décembre prochain à Copenhague. Les points particulièrement délicats qui restent à régler sont le niveau des réductions d'émissions, la manière d'y associer les pays émergents, ainsi que la concrétisation d'un système de calcul universellement accepté pour les coûts et les résultats de la protection du climat.

Pour en savoir plus à propos du Sommet mondial sur le climat, à Copenhague : [www.unfccc.int](http://www.unfccc.int)



# Le climat intégré dans tous les projets



L'accès à des sources d'énergie propre et durable – comme ici au Mali – constitue pour la DDC un critère central de la lutte contre la pauvreté

**La DDC a lancé un programme global pour soutenir des projets énergétiques et des mesures d'adaptation au changement climatique dans les pays émergents, tels que l'Inde et la Chine. Elle encourage par ailleurs la conclusion de partenariats climatiques équitables à l'échelle mondiale et tient compte ainsi, au-delà de la coopération classique, de l'urgence de ce problème.**

(gn) Depuis peu, un spécialiste du climat travaille à l'ambassade de Suisse à Pékin. Mandaté par la DDC, il soutient et accompagne sur place des projets innovants dans le domaine de l'énergie, qui contribuent à préserver le climat. Le bureau de la coopération suisse à New Delhi compte désormais, lui aussi, un responsable des questions climatiques. En revanche, la DDC a réduit les autres formes d'aide à l'Inde qui ne fait plus partie de ses pays prioritaires.

«Les pays émergents jouent un rôle clé dans notre programme global Changement climatique», souligne Anton Hilber, coresponsable de ce programme à la DDC. La présence d'experts sur le terrain est bien entendu liée à l'augmentation fulgurante des émissions de gaz à effet de serre dans ces deux pays, ce qui fait d'eux de gros pollueurs. Mais elle tient surtout au fait que, avec un appui ciblé du Nord, la Chine et l'Inde peuvent devenir les fers de lance d'une politique climatique durable au niveau régional.

## Partenariats climatiques équitables

Un autre pilier du programme global est l'engagement de la DDC, tant au niveau national qu'international, en faveur de partenariats climatiques

équitables et d'une réglementation favorisant un développement durable et respectueux du climat. La plupart des activités menées jusqu'ici par la DDC, par exemple dans l'agriculture, la sylviculture ou la promotion des petites entreprises, répondaient déjà aux exigences d'un bilan climatique positif.

Dorénavant, toute activité de développement sera évaluée à l'aune de son impact sur le climat: dans la lutte contre la pauvreté, tant la capacité d'adaptation au changement climatique que l'accès à des énergies propres et durables constituent de nouveaux critères importants. Le programme met également l'accent sur la protection et la préservation d'écosystèmes vitaux ainsi que sur la prévention de conflits dus au climat.

«Dans la coopération au développement, le changement climatique ne doit plus être un aspect parmi d'autres du dossier environnemental», affirme Anton Hilber. Le lancement du programme global Changement climatique, qui dispose d'un budget de 20 millions de francs pour multiplier les efforts de la DDC en la matière, illustre clairement ce credo. ■

(De l'allemand)

## Une mine d'informations

Le site Internet [www.climate-l.org](http://www.climate-l.org) est d'une grande utilité pour tous ceux qui s'intéressent aux activités menées au niveau international en matière de réchauffement planétaire et de préservation du climat. Placé sous la responsabilité de l'Institut international du développement durable (IIDD), il fournit une multitude d'informations et de documents concernant principalement des projets de l'ONU, des conférences, des déclarations et des publications qui traitent du changement climatique. Ce matériel, destiné au grand public, est actualisé chaque jour. La plateforme est financée par les organismes qui sont à l'origine de sa création, à savoir la DDC, le ministère britannique des affaires étrangères et l'IIDD. [www.climate-l.org](http://www.climate-l.org)

## « Nous avons perdu énormément de temps »

Cela fait vingt ans déjà que Thomas Stocker, professeur de physique climatique, étudie la corrélation entre les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et l'augmentation globale de la température. Membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il en coprési-  
de le groupe de travail chargé des aspects scientifiques. De Gabriela Neuhaus.



**Thomas Stocker** a étudié la physique environnementale à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Dès les années 80, il s'est intéressé au développement de modèles climatiques efficaces et à l'étude des variations climatiques rapides. Il dirige depuis 1993 le Département de physique climatique et environnementale de l'Université de Berne, leader mondial en ce qui concerne la définition des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère durant les 800 000 dernières années. Pour réaliser ces analyses, les chercheurs bernois utilisent des carottes de glace prélevées au Groenland et dans l'Antarctique. Thomas Stocker fait partie depuis 1997 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Aux côtés du Chinois Qin Dahe, il en coprési-  
de actuellement le groupe de travail « Science », qui prépare le cinquième rapport d'évaluation sur le climat mondial.

Une version longue de l'interview de Thomas Stocker se trouve sur le site de la DDC:  
[www.ddc.admin.ch/climat](http://www.ddc.admin.ch/climat)



**Un seul monde: Comment voyez-vous votre rôle de scientifique dans l'élaboration de la future politique mondiale en matière de climat?**

**Thomas Stocker:** En tant que chef du Département de physique climatique et environnementale de l'Université de Berne, je suis chargé d'assurer une recherche scientifique de qualité. Et en tant que vice-président du groupe de travail « Science » du GIEC (voir en marge), il m'incombe de présenter les connaissances scientifiques actuelles de telle sorte que les décideurs disposent de repères à la fois fiables et intelligibles sur le changement climatique.

**Quelle est la plus grande menace, selon vous?**

Le quatrième rapport du GIEC a démontré clairement que le réchauffement climatique déclenche une série de réactions en chaîne. Diverses études nous ont appris que les écosystèmes s'adaptent difficilement à une élévation rapide des températures. Je suis personnellement convaincu depuis un certain temps que les transformations subies par le cycle de l'eau sont celles qui auront les répercussions les plus étendues: le réchauffement accélère ce cycle, entraînant une évaporation plus rapide de l'eau dans les zones arides. Les régions qui souffrent déjà de

sécheresse deviendront encore plus sèches et il pleuvra davantage dans les zones humides.

**Le cinquième rapport du GIEC doit paraître en 2013. Qu'apportera-t-il de nouveau?**

On attend de la recherche des données encore plus précises et d'autres résultats sur divers sujets. Pour de nombreuses régions côtières, il est vital de savoir à quel point le niveau de la mer va monter. Pour le prévoir, nous devons mieux comprendre comment les calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique vont évoluer dans un environnement qui se réchauffe.

Le mécanisme des changements climatiques régionaux est un autre thème qui nous tient particulièrement à cœur, en tant que chercheurs: la science n'arrive toujours pas à établir des corrélations entre certains phénomènes locaux – tels que la série de sécheresses estivales en Espagne – et le réchauffement climatique global. Pour que des décisions politiques soient prises au niveau local, il faudra prouver que l'assèchement du puits dans votre propre jardin est lié au changement climatique planétaire. On est plus enclin à prendre des mesures pour protéger le climat si cela nous touche directement et si les pollueurs sont clairement identifiés.



**En matière de réchauffement climatique, les pays industrialisés passent aujourd'hui pour les principaux coupables. En sera-t-il toujours ainsi ?**

Il est certain que les pays industrialisés sont responsables du changement climatique à la fois actuel et futur : lorsque j'émet dans l'atmosphère une tonne de CO<sub>2</sub>, cela produit des effets qui vont durer plusieurs siècles. En raison de leur croissance

**Quelles mesures faudrait-il prendre pour limiter les répercussions du réchauffement climatique ?**

Nous avons besoin de nouvelles technologies et devons nous comporter de manière beaucoup plus parcimonieuse à l'égard de toutes les ressources. D'autre part, il faut redéfinir la notion de « qualité de vie », en donnant si possible la priorité à des cycles fermés de matériaux et d'énergie.



Dieter Telleman/Paros/Strates

À cause du réchauffement climatique, des régions qui souffrent déjà de sécheresse, comme au Burkina Faso, deviendront encore plus arides et il pleuvra davantage dans les zones humides, comme au Bangladesh

rapide, les pays émergents portent cependant une responsabilité analogue, non pas par rapport au passé, mais à l'avenir. Ils doivent recourir à des technologies innovantes pour éviter de faire, comme nous, un détour par des produits inefficaces. S'il faut vraiment que la majorité de la population roule en voiture, des sociétés comme celles de l'Inde ou de la Chine ont intérêt à adopter d'emblée des modèles qui ne consomment que deux litres aux cent kilomètres.

**Les émissions de CO<sub>2</sub> augmentent aujourd'hui de façon impressionnante dans certains pays en développement ou émergents. Est-ce justifiable ?**

Leurs émissions par habitant restent beaucoup plus faibles que les nôtres : la plupart de ces pays se situent nettement au-dessous d'une consommation de 2000 watts par année ; en Suisse, par contre, nous devons ramener nos émissions de gaz à effet de serre à 2 tonnes par habitant, ce qui représente une diminution de deux tiers. Je ne dis pas que c'est impossible, mais nous ne pouvons pas nous prélasser dans la situation actuelle. Car il est évident que les émissions des régions actuellement peu industrialisées vont augmenter.

**Combien de temps nous reste-t-il pour concrétiser des mesures de protection du climat ?**

Le réchauffement fera disparaître des écosystèmes. Bien des gens ne se rendent pas compte que la vie sur Terre dépend de ces écosystèmes qui nous fournissent jour après jour des prestations gratuites. La planète se moque au fond de savoir si nous allons prendre des mesures, et lesquelles, pour limiter cette dégradation. Cela fait déjà trente ans que la science dispose de toutes les informations requises pour prendre des décisions. Il aurait été relativement facile, à l'époque, de limiter le réchauffement à 2 degrés au-dessus de la température moyenne prévalant durant l'ère préindustrielle. Nous avons perdu énormément de temps et cet objectif est aujourd'hui extrêmement ambitieux. Un seul degré en plus peut avoir de lourdes conséquences. La question est maintenant de savoir combien de dommages notre planète surpeuplée est encore capable de supporter. Ce qui est en jeu, c'est une « habitabilité » que notre comportement réduit comme peau de chagrin. ■

(De l'allemand)

#### Le GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a reçu en 2007 le prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ancien vice-président des États-Unis Al Gore. Cette distinction récompensait ses efforts en vue d'étendre et d'approfondir les connaissances scientifiques sur le changement climatique d'origine anthropique. Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il est renommé au niveau international pour ses rapports périodiques d'évaluation sur les changements climatiques, qui sont élaborés par des experts et soutenus par l'ensemble des pays. Son quatrième rapport, paru en 2007, fournit la base des négociations actuelles sur la politique climatique mondiale. Le cinquième est prévu pour 2013.

# La fonte des glaciers menace les paysans péruviens

Le changement climatique perturbe les écosystèmes. Au nombre des effets néfastes, des maladies jusqu'ici inconnues apparaissent dans les cultures de pommes de terre.



Grossmann/lat

**Les paysans des hauts plateaux péruviens doivent déjà maintenant adapter leurs modes de culture à l'évolution du climat. Un projet suisse teste les enseignements que l'on peut en tirer pour l'avenir.**

(gn) La température monte sur les hauts plateaux du Pérou et les glaciers se sont mis à fondre. À première vue, les paysans des Andes ont tout à y gagner, car cela signifie que la limite de la végétation s'élève. Mais cette évolution présente aussi des inconvénients : les cultures de pommes de terre souffrent de maladies jusqu'ici inconnues ; les périodes sans pluie sont de plus en plus longues et engendrent des sécheresses ; l'intensité croissante des précipitations et les événements météorologiques extrêmes (vagues de froid ou orages violents) ne menacent plus seulement les récoltes, mais aussi la survie des habitants.

Bien sûr, les gens se débrouillent : comme ils l'ont fait depuis des siècles, ils adaptent leurs modes de vie aux modifications de l'environnement. Mais ce n'est pas suffisant, surtout dans une région où une grande partie de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. C'est pourquoi la DDC a lancé, en collaboration avec des partenaires péruviens, un projet qui vise à améliorer les stratégies d'adaptation.

## Prévoir l'évolution du climat

« Nous voulons allier le savoir traditionnel et les prévisions basées sur des connaissances scientifiques », explique Janine Kuriger, initiatrice et responsable

du projet. Dans quel objectif ? Des modélisations de la situation climatique et la collecte de données scientifiques doivent fournir des prévisions à long terme, sur la base desquelles pourront être élaborées des stratégies efficaces d'adaptation. Le projet consiste donc principalement à créer un système d'information qui permettra de prévoir l'évolution du climat et donc d'améliorer les moyens de s'adapter aux nouvelles conditions.

Lancé en été 2008, le projet se limite tout d'abord aux départements de Cuzco et d'Apurímac, où la coopération suisse est active depuis de nombreuses années. Ces deux régions ont été choisies parce que la proportion de pauvres au sein de la population y reste élevée et que les fragiles écosystèmes d'altitude subissent de plein fouet l'impact du changement climatique.

« Nous entendons diffuser ces expériences locales tant au niveau régional que national, et ainsi influencer sur le dialogue politique », prévoit Janine Kuriger. « Nous espérons bien sûr des résultats rapides, car le manque d'instruments et de stratégies d'adaptation à l'évolution du climat se fait aujourd'hui cruellement sentir dans le monde entier. » ■

(De l'allemand)

## L'eau se raréfie

L'augmentation de la sécheresse constitue une grave menace pour la riche biodiversité des hauts plateaux péruviens. Aux côtés de la prévention des catastrophes et de la sécurité alimentaire, l'eau constitue dès lors l'une des trois priorités du projet helvético-péruvien d'adaptation aux effets du changement climatique. L'un des objectifs consiste, par exemple, à améliorer les méthodes d'irrigation et de stockage de l'eau. Il s'agit également d'instituer de nouvelles formes d'organisation dans la gestion de l'eau, afin d'assurer une répartition équitable de cette ressource qui se raréfie. Le projet s'attachera aussi à rechercher des variétés de pommes de terre résistant mieux à la sécheresse.



## Dans le village branché de Doña Delia



Anita Cassese

La petite centrale hydraulique de Bilampí ne fournit de l'électricité qu'à 380 familles, mais elle cherche également des clients commerciaux

**Près de la moitié des Nicaraguayens vivent sans électricité. En collaboration avec le gouvernement et d'autres donateurs, la DDC soutient la construction de petites centrales hydroélectriques dans les provinces rurales. Ces usines ne doivent pas seulement fournir de la lumière aux communes reculées, mais aussi attirer des investisseurs. D'Anita Cassese\*.**

Chauffer du charbon pour le fer à repasser, terminer les travaux domestiques à la lueur d'une bougie ou caresser le rêve impossible d'une limonade bien fraîche ? Pour Delia Valle Ortega, une habitante de Wanawás (nord du Nicaragua), tout cela appartient au passé. Depuis deux ans, la petite centrale de Bilampí, construite sur la rivière qui traverse la commune, transforme la force hydraulique en courant électrique. Celui-ci ne sert pas seulement à faire fonctionner les fers à repasser et à éclairer les maisons. Il ouvre de nouvelles perspectives en matière d'économie, de formation et de santé.

Au Nicaragua, 45 pour cent des habitants n'ont toujours pas accès à l'électricité, surtout dans les régions rurales du nord et les provinces de la côte Atlantique. Le pays est l'un des plus mal lotis d'Amérique centrale dans ce domaine. En collaboration avec d'autres donateurs internationaux, le ministère de l'énergie et les communes concernées, la DDC soutient depuis 2004 la production d'électricité hydraulique.

### Respect de l'environnement

Les centrales hydroélectriques produisent une énergie durable et réduisent les émissions néfastes de gaz

à effet de serre. Les responsables du projet sur place ont observé que les utilisateurs prennent de plus en plus conscience des problèmes écologiques. Ainsi, ils exhortent les propriétaires de terrains situés dans le bassin d'alimentation d'une centrale à prendre soin de la forêt et de la rivière. Ils savent en effet que la pollution ou les déboisements compromettent l'approvisionnement en eau et la production de courant.

Dans le village de Doña Delia, la centrale fournit de l'électricité à 380 familles, de sorte que son potentiel de 320 kilowatts est loin d'être épuisé. Le prochain grand défi consistera donc à élargir sa clientèle : elle compte sur l'arrivée d'investisseurs dans l'artisanat rural et sur l'implantation de nouvelles entreprises, comme des abattoirs ou des menuiseries, dont le fonctionnement dépend de la fourniture d'électricité. ■

*\* Anita Cassese est une journaliste libre domiciliée à Berne. Elle a visité ce projet de la DDC dans le cadre d'un stage de formation au Nicaragua.*

(De l'allemand)

### Un vaste potentiel à exploiter

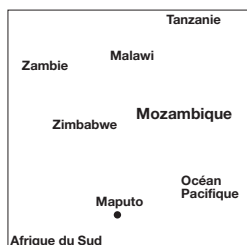
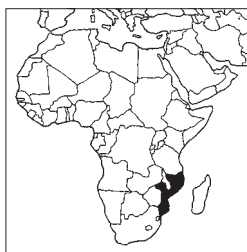
En matière d'énergie durable, le Nicaragua recèle un potentiel énorme : selon les calculs du ministère de l'énergie, il pourrait produire au total 3000 mégawatts à partir de l'eau (électricité hydraulique), du bois (biomasse), de la vapeur volcanique (géothermie) et de l'énergie éolienne. Aujourd'hui, il exploite seulement 12% de ce potentiel. Le pays produit 70% de son énergie à partir de combustibles fossiles. Or, l'importation de pétrole pèse lourd sur les budgets de l'État et n'est ni durable ni rentable. De surcroît, la demande d'énergie devrait doubler au cours des dix prochaines années. Le gouvernement a donc décidé de réduire la dépendance face au pétrole de 70 à 46% d'ici 2012 – notamment en encourageant la production d'électricité hydraulique. Dans le même temps, la part de la population disposant d'électricité devrait passer à 70%.



Ariane Van Zandbergen/Still Pictures

## « Nous avons la liberté, mais à peine de quoi vivre »

En Afrique, le Mozambique fait figure de modèle : il affiche un taux de croissance impressionnant et poursuit un développement pacifique depuis des années. Cela n'allait pas de soi après la longue guerre civile qui a pris fin en 1992 seulement. Malheureusement, les couches les plus pauvres de la population sont loin de tirer profit de ce « miracle économique ». De Jean-Pierre Kapp\*.



Ces dernières années, le Mozambique a reçu force louanges pour son taux élevé de croissance économique. Depuis 1994, le produit intérieur brut a augmenté de près de 8 pour cent en moyenne. Le gouvernement n'a cessé d'annoncer l'arrivée de nouvelles grandes entreprises qui se mettent à exploiter les matières premières ou qui s'installent dans le pays pour bénéficier des conditions d'investissements fort attrayantes. Même en cette période de récession mondiale, le Mozambique peut encore compter sur une croissance de plus de 5 pour cent.

L'entreprise Mozal a construit près de Maputo l'une des plus grandes fonderies d'aluminium du Mozambique. On exploite désormais des gisements de gaz au centre du pays. Dans le nord, des

travaux sont en cours pour extraire du charbon et des sables minéraux contenant du titane. La culture de canne à sucre a également stimulé l'économie. Dans les prochaines années, le Mozambique devrait en outre commencer à produire des biocarburants.

Ces résultats impressionnants ne parviennent toutefois pas à occulter le fait que la majeure partie de la population vit toujours dans la pauvreté. La plupart des Mozambicains sont des paysans et ils produisent juste de quoi subsister. Au cours des dernières années, de nombreux habitants des campagnes ont émigré vers les grandes villes dans l'espoir d'y trouver une existence meilleure. La plupart ont dû déchanter, car il n'y a pratiquement pas d'emplois.



### La liberté, la paix et l'école gratuite, mais pas d'argent

«Nous avons la liberté, mais à peine de quoi vivre», explique Arone Machava, avec un sentiment de frustration. Âgé de 32 ans, il vend des chaussures et des vêtements usagés dans la partie informelle du grand marché de Xipamanine, à Maputo. Après avoir avalé une gorgée de bière au goulot, il pour-



suit : «Les affaires vont mal ; les clients n'ont presque pas d'argent. De plus en plus de gens quittent la campagne pour venir chercher du travail en ville. S'ils n'en trouvent pas, ils dressent un étal au marché. Certes, le gouvernement du Frelimo (Front de libération du Mozambique) nous a apporté la paix, mais nous ne profitons en rien de la croissance. La vie est toujours plus chère et si on tombe malade, il faut verser des pots-de-vin pour se faire soigner à l'hôpital.»

Dans le fond, Arone Machava admet que les choses ne vont finalement pas si mal. Le gouvernement du Frelimo a fait en sorte que l'école soit gratuite jusqu'à la fin du cycle primaire et que les gens aient assez à manger. Cependant, rares sont ceux qui jouissent d'une bonne situation.

Ces propos sont confirmés par Aida Finias, 30 ans, qui tient une cuisine dans le marché des «Barracas do Museu», un quartier plus aisé de la ville. Elle n'a rien perçu d'un quelconque essor économique. Elle ne profite pas du tout de la prospérité et du luxe qui règnent dans le centre commercial de Polana, à quelques centaines de mètres de son échoppe. «Ceux qui ont de l'argent, explique-t-elle, ne viennent pas se perdre dans les ruelles étroites des Barracas.» Mais Aida n'a pas abandonné tout espoir. Ses deux fils étant scolarisés, elle espère que plus tard la vie leur sourira. En attendant, la situation ne s'est améliorée que pour une petite partie de la population. Depuis quelques années, seuls les milieux proches de la direction du parti et du gouvernement vivent dans l'aisance.

### Encore une moitié de pauvres

Arone et Aida expriment l'avis de nombreux Mozambicains. Jusqu'ici, rares sont ceux qui ont profité de la croissance économique. Depuis 1992, le gouvernement de Maputo a pacifié le pays. Avec l'aide des bailleurs de fonds occidentaux, il est parvenu à réhabiliter la plupart des infrastructures détruites par la guerre de libération et la guerre civile.



Jean-Pierre Kapp (2)

Plusieurs millions de réfugiés et de personnes déplacées ont pu retourner dans leurs villages, où ils travaillent à nouveau la terre. Grâce à ces résultats, la proportion de la population vivant dans une grande pauvreté est passée de 70 à 54 pour cent, la production agricole a légèrement augmenté et le taux d'analphabétisme a diminué.

Malgré tout, Arone et Aida ne sont pas les seuls à trouver que les choses n'ont guère changé. Ce sentiment s'explique sans doute par le fait que 54 pour cent de la population, cela représente encore beaucoup de monde. Et pourtant, le gouvernement a abaissé le seuil de pauvreté à un niveau inférieur à celui fixé par l'ONU, qui est d'un dollar par personne et par jour. En appliquant le critère onusien, les Mozambicains vivant dans la pauvreté seraient plus nombreux encore. De plus, beaucoup d'entre eux sont touchés par l'épidémie de sida, qui continue à faire des ravages et entrave le développement du pays.

### Promouvoir la création d'entreprises

Il convient de préciser aussi que les taux de croissance impressionnants sont surtout dus à la réalisation de quelques projets d'envergure mentionnés plus haut. Ceux-ci mobilisent certes de grandes sommes d'argent, mais ils ne créent guère d'emplois. De surcroît, la plupart des prestations, des matériaux et des machines nécessaires sont importés d'Afrique du Sud. Enfin, les entreprises chargées des travaux ne paient pratiquement pas d'impôts, parce que le gouvernement mozambicain a tout

### Le sida ne fléchit pas

L'épidémie du sida sévit toujours au Mozambique, comme dans les autres pays d'Afrique australe. Selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (Onusida), environ 12,5% de la population mozambicaine est porteuse du virus et la tendance est à la hausse. Le taux est légèrement supérieur à 16% parmi la population sexuellement active. Ces dernières années, l'accès aux médicaments appropriés s'est certes amélioré, mais il demeure relativement faible, puisqu'un peu plus de 30% des malades bénéficient d'un traitement. Avec 100 000 victimes par an, la mortalité due au sida reste élevée, mais elle semble s'être stabilisée à ce niveau au cours des dernières années. Comme dans d'autres pays de la région, la propagation du virus est probablement imputable à l'insuffisance des mesures de prévention et à l'exclusion sociale des malades du sida. Dans les régions rurales en particulier, on continue à associer cette maladie à la sorcellerie.



Ernst Tschödy/Still Pictures

## Deux destins imbriqués

Le destin du Mozambique est étroitement lié à celui de son puissant voisin. L'Afrique du Sud est le premier importateur de biens et de services mozambicains, puisqu'elle en achète 41,4%. Elle est aussi l'un des pays qui exportent le plus vers le Mozambique. Ses marchandises dominent largement sur les rayons des supermarchés de Maputo. Les grandes entreprises mozambicaines importent d'Afrique du Sud pratiquement tous les biens, machines et services dont elles ont besoin. Le grand pays voisin est aussi le principal investisseur au Mozambique : presque tous les fonds étrangers investis dans le développement de l'agriculture commerciale et dans le secteur du tourisme proviennent du Cap. Enfin, l'Afrique du Sud est également un employeur de premier plan : selon les estimations, quelque 300 000 Mozambicains y travaillent, dont 30 000 légalement dans les mines et 270 000 illégalement en tant qu'ouvriers occasionnels ou marchands ambulants, principalement dans l'agglomération de Johannesburg.

mis en œuvre après la guerre civile pour relancer la machine économique.

En revanche, le secteur des petites et moyennes entreprises, qui joue un rôle crucial pour le développement, ne s'est toujours pas reconstitué. Le Mozambique n'a donc pas vu émerger une nouvelle classe moyenne, indépendante des milieux dirigeants, relève l'économiste Carlos Nuno Castel-Branco. C'est pourquoi le directeur de l'Institut d'études sociales et économiques préconise d'utiliser autrement l'argent des pays donateurs.

Jusqu'ici, l'appui des États occidentaux a surtout pris la forme d'aides budgétaires destinées à la reconstruction des secteurs de la santé et de l'éducation ainsi qu'à la réhabilitation des infrastructures. « Maintenant, nous avons besoin de ressources afin de promouvoir la création d'entreprises et la formation », explique M. Castel-Branco. Pour stimuler le développement, il importe qu'une partie des biens et des services consommés au Mozambique soient produits sur place. La création d'entreprises locales permettrait aussi au pays d'être moins dépendant de l'exportation de matières premières.

## Corruption et abus de pouvoir

Pour favoriser l'émergence d'entreprises, il ne faut pas seulement de l'argent, mais aussi des réformes. L'État doit, par exemple, simplifier les procédures régissant la fondation de sociétés. Les petites entreprises doivent également bénéficier d'un meilleur accès au crédit. En effet, les grandes banques sont très réticentes à octroyer des prêts en l'absence de garanties suffisantes. Enfin, il importe aussi de lutter contre la corruption et le népotisme qui sévissent au Mozambique. Les principaux secteurs de l'économie sont contrôlés par les dirigeants du Frelimo et leurs familles. Les gardiens de l'ordre, les fonctionnaires et les juges ont tendance à abuser sans scrupules de leur pouvoir. « Les policiers nous rackettent chaque fois qu'ils en ont l'occasion », se plaint Arone Machava.

Il serait aussi bon qu'un peu de sang neuf vienne

animer la vie politique mozambicaine, sur laquelle le Frelimo règne sans partage. Depuis quelques années, l'influence du parti d'opposition, la Résistance nationale du Mozambique (Renamo), s'est en effet amenuisée. Au cours des derniers mois, la formation d'Afonso Dhlakama a perdu quatre des cinq municipalités et mairies qu'elle détenait encore. Certes, des irrégularités ont apparemment entaché les élections, mais la défaite de la Renamo serait aussi à mettre sur le compte de la personnalité de son chef qui ne tolère aucune contestation.

## Une lueur d'espoir

Vu la faiblesse de l'opposition, le Frelimo et le président Armando Guebuza ont toutes les chances de remporter les élections parlementaires et présidentielles qui se dérouleront en octobre 2009. Ils seront ensuite encore moins enclins à entreprendre les réformes que les pays donateurs ont jusqu'ici réclamées en vain.

Une lueur d'espoir subsiste néanmoins, car une troisième formation vient de faire son entrée sur la scène politique. Exclu de la Renamo en 2008, le maire de Beira Daviz Simango avait été brillamment réélu à ce poste en tant que candidat indépendant. En mars dernier, il a fondé son propre parti, le Mouvement démocratique du Mozambique (MDM), et se présentera à l'élection présidentielle. Le MDM devrait remporter une part non négligeable des voix aux élections parlementaires. Cependant, il a peu de chances d'ébranler la position dominante du Frelimo. Arone Machava ne se fait pas d'illusions à ce sujet : « Il faudra encore quelques années avant que les choses ne bougent vraiment. » ■

*\* Jean-Pierre Kapp a été pendant de longues années correspondant de la NZZ en Afrique australe. Depuis le printemps dernier, il travaille à Genève en tant que journaliste libre.*

*(De l'allemand)*



## La Suisse et le Mozambique

### Fiabilité, crédibilité et capacité d'adaptation

(bf) Pour le Mozambique, la Suisse est bien plus qu'un pays donateur parmi d'autres, notamment parce qu'elle a été l'un des premiers États occidentaux à le soutenir. En 2009, la coopération officielle avec ce pays d'Afrique australe fête d'ailleurs son 30<sup>e</sup> anniversaire. Elle témoigne d'un engagement à long terme, caractérisé par sa fiabilité, sa crédibilité et sa capacité d'adaptation (voir texte en marge).

Si le soutien suisse a initialement pris la forme d'une aide humanitaire et de projets dans les domaines de l'eau et de la santé, le programme s'est au fil du temps adapté à l'évolution de la situation sur place. Ainsi, la Suisse a largement contribué à l'application de l'accord de paix conclu en 1992. Ses efforts ont porté principalement sur la démobilisation et la réinsertion d'anciens soldats ainsi que sur l'accompagnement du processus électoral. Après les terribles inondations survenues en 2000, elle a fourni des secours d'urgence et une aide à la reconstruction.

#### Un des principaux pays partenaires de la Suisse

Avec un budget annuel de 30 millions de francs, financé conjointement par la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), le Mozambique occupe aujourd'hui une place de choix dans la coopération suisse au développement. Le programme couvre trois domaines interdépendants – développement économique, santé et gouvernance locale –, dans lesquels les activités s'inscrivent aus-

si bien au niveau national que local. D'une part, la Suisse finance des projets réalisés en collaboration directe avec la population rurale dans les provinces les plus pauvres (Nampula, Cabo Delgado et Niassa), toutes situées au nord du pays. D'autre part, elle fournit une aide budgétaire générale. Dans ce cadre, elle appuie des projets au niveau national, d'entente avec le gouvernement central, et elle participe avec 18 autres donateurs à un dialogue intersectoriel sur les efforts de développement du pays.

La promotion du développement économique comprend, à l'échelle nationale, l'aide budgétaire, la réforme du système fiscal et l'encouragement du secteur privé. Au niveau local, la Suisse réalise des projets ayant trait à la microfinance et à la décentralisation fiscale.

Dans le domaine de la santé, la Suisse soutient des projets de services «de proximité» destinés à promouvoir des soins de santé directement accessibles aux communautés. Les activités sont menées aussi bien avec la population locale qu'en collaboration avec des organisations non gouvernementales mozambicaines et suisses.

En matière de gouvernance locale, les activités s'articulent autour du processus de décentralisation. Dans ce domaine, les projets ont pour but d'assurer l'accès de la population à l'eau potable, de garantir des processus de participation dans les communes, de renforcer la société civile et de décentraliser les structures dans les districts. ■

#### Trente ans de coopération

Saviez-vous que le Mozambique compte près de quatre-vingts ethnies et plus de quarante langues? Que le pays n'est indépendant que depuis 1975 et qu'en l'espace de deux décennies, il a traversé une terrible guerre civile et connu deux profonds changements de système (passant d'abord du colonialisme au socialisme, puis du socialisme au capitalisme)? Ou encore que la coopération avec le Mozambique constitue un cas exemplaire dans l'histoire de l'aide au développement? Et que la Suisse y a apporté une contribution non négligeable? À l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la coopération avec le Mozambique, la DDC et le Seco publient une brochure intitulée *Suisse – Mozambique: 30 ans de coopération bilatérale de 1979 à 2009*. Loin d'être un exercice d'autocongratulation, ce document réunit une foule d'exemples, d'auteurs et de chiffres qui illustrent de manière convaincante, mais aussi avec un esprit critique, l'évolution d'une coopération ayant connu des hauts et des bas. La brochure donne également la parole à d'éminents acteurs de la société mozambicaine et à des voix critiques, comme celle du biologiste et écrivain Mia Couto. Disponible en français, en allemand et en portugais, la brochure peut être commandée par courriel ([info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)) ou en ligne: [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), «Documentation», «Nouveautés et archives»



Gueray, Ulutrock/laif

## Des pêcheurs victimes du changement climatique



**Bernardo Tovela**, 70 ans, est pêcheur et vit à Bairro dos Pescadores. Il est marié et père de six enfants – quatre d'entre eux sont domiciliés en dehors de Maputo et deux vivent encore avec leurs parents. Il est arrivé à Bairro après avoir fui les ravages de la guerre civile qui opposait l'armée gouvernementale à la Renamo. Ces dernières années, Bernardo Tovela a été obligé de se concentrer sur d'autres activités que la pêche pour faire vivre sa famille. Il s'est lancé dans l'agriculture et a ouvert un petit commerce de boissons. Tout en sachant que c'est une activité frustrante et difficile, il prend encore la mer de temps en temps. La pêche est devenu son violon d'Ingres.

Je vis à Bairro dos Pescadores, un village proche de Maputo, depuis que j'ai quitté le district voisin de Marracuene, en 1980, pour fuir la guerre civile. Lorsque je suis arrivé ici, il n'y avait pratiquement personne, car l'endroit était dépourvu de toute infrastructure de base : ni eau potable, ni dispensaire, ni école, ni marché. La ville se cachait derrière les dunes et des barrières de protection se dressaient sur la côte.

Peu à peu, les lieux se sont peuplés. Des gens sont venus d'autres régions, fuyant la guerre qui faisait de plus en plus de ravages dans tout le pays. À l'époque, Maputo offrait une certaine sécurité, car c'était la capitale. Ce village a été fondé par des pêcheurs. La plupart d'entre eux doivent pêcher pour survivre, mais ce métier n'est plus rentable. Il ne me permet pas d'assurer joie et bonheur à ma famille.

Il y a plus de 29 ans que je pêche. Si j'avais pu, j'aurais appris un autre métier. Depuis quelques années, les prises ont considérablement diminué, tant pour les petits pêcheurs que pour les bateaux industriels. Les eaux se réchauffent, poussant les poissons à se réfugier dans des zones plus profondes, où nous ne pouvons pas les atteindre. Au moins 250 pêcheurs vivent ici et chacun possède son propre bateau. Mais aucun ne peut se vanter de faire vivre sa famille. Les autorités nous disent que c'est à cause du changement climatique. Nous le sentons dans notre ventre lorsque la nuit tombe et nous souffrons quand nos enfants demandent quelque chose à manger, avant de partir pour l'école. Les ca-

tastrophes de ces dernières années sont effectivement un signe inquiétant de ce phénomène. Ceux qui nous gouvernent devraient s'y attaquer de toute urgence. Ils ne peuvent plus rester indifférents et inactifs.

Je voudrais que le gouvernement et les gens de bonne volonté nous apprennent à gérer ce changement et à nous y adapter, qu'ils nous aident à trouver d'autres moyens de subsistance que la pêche, devenue improductive et dangereuse.

La sécheresse et l'érosion côtière s'aggravent dans notre pays. Bairro dos Pescadores est le type même du village où l'érosion devrait être prise au sérieux. Il faut d'urgence entreprendre quelque chose pour en éviter les conséquences catastrophiques. Les mauvaises expériences du passé devraient nous pousser à prendre sans attendre des mesures pour protéger l'environnement, la population et les infrastructures.

Les inondations de 2000, qui ont dévasté des régions entières dans le nord, ont montré à quel point il est important pour le Mozambique de s'attaquer sérieusement au problème du dérèglement climatique. Ici, à Bairro, cette catastrophe a accéléré l'érosion côtière et nombre de maisons ont disparu sous les eaux, car elles étaient trop proches des rivières. Les violents orages de 2007 n'ont fait qu'accroître les dégâts. C'est la première fois, de mémoire d'homme, que la mer a franchi les dunes.

L'eau salée et la sécheresse ont causé de sérieux dégâts aux cultures. Les petits propriétaires ont été obligés d'acheter de la nourriture. Certains se sont tournés vers la pêche, déjà mal en point, d'autres sont obligés de parcourir de longues distances pour cultiver des terres à l'intérieur du pays. Bairro, tout comme le reste de la région de Maputo, a été le théâtre d'émeutes causées par la hausse des prix de la nourriture et des transports.

Bref, mon village illustre bien à quel point le changement climatique affecte la vie des gens et aggrave la pauvreté parmi les habitants de Maputo. ■

*(Propos retranscrits par Egidio Váz Raposo – texte traduit de l'anglais)*



McPHOTO/Siti Pictures





## Nous avons beaucoup à offrir et encore plus à gagner

Dès ce printemps, le choix du thème de la DDC pour 2009 s'est imposé de lui-même: l'année serait placée sous le signe de la crise économique et financière. Celle-ci dicte actuellement l'agenda politique suisse et la population en ressent toujours plus fortement les effets.

La crise a quelque peu repoussé au second plan les grands défis à long terme qu'affronte la planète: les changements climatiques, la destruction d'écosystèmes, la pénurie de denrées alimentaires, d'eau, d'énergie. Le présent numéro d'*Un seul monde* consacre son dossier au réchauffement climatique, avec ses interactions, ses répercussions et les réflexions qu'il suscite.

Le récent rapport de la Commission sur les changements climatiques et le développement, intitulé *Closing the gaps*, met en évidence le point névralgique de cette problématique: les causes et les effets des changements climatiques sont à des milliers de kilomètres et à des siècles de distance. Notre système politique n'y est pas préparé, pas plus que nos principes éthiques (solidarité entre générations). Les médias n'ont pas non plus l'habitude de réfléchir à aussi long terme.

Comme pour la crise économique, le risque est grand que l'on se contente d'une gestion au coup par coup au lieu de procéder à des réformes en profondeur. On se concentre sur des mesures urgentes et non sur ce qui est important.

Le changement climatique est aujourd'hui une préoccupation permanente de la DDC. Ce n'est pas une thématique parmi d'autres, mais un enjeu global qui concerne tous nos domaines d'activité. La DDC se trouve ainsi confrontée à de nouveaux défis.

Il est important de secourir les victimes d'inonda-

tions, d'apporter une aide alimentaire et d'élaborer des programmes respectueux de l'environnement. Mais cela ne suffira pas pour obtenir des effets durables, susceptibles de combler des distances et des périodes considérables.

Le défi à relever comporte trois dimensions. La réglementation et les institutions existantes au niveau mondial sont insuffisantes – elles doivent être améliorées. Il faut prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Enfin, il s'agit d'aider les pays et les peuples concernés à surmonter les répercussions du changement climatique; ce soutien serait indispensable même si l'on parvenait à diminuer rapidement les émissions polluantes. Des termes quelque peu abstraits définissent cette triple tâche: la gouvernance (gestion des affaires publiques), la mitigation (réduction) et l'adaptation.

Le débat sur le changement climatique ne doit toutefois pas nous faire sombrer dans un pessimisme apocalyptique. Au contraire, nous devons considérer les risques comme une chance et agir à bon escient.

Lors du Forum économique mondial, en janvier dernier, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a parlé d'un New Deal écologique. Croire qu'il y a incompatibilité entre des mesures contre le changement climatique et la relance de l'économie, c'est avoir raté le train du 21<sup>e</sup> siècle.

Avec son savoir technologique et sa tradition de résolution de problèmes, la Suisse a beaucoup à offrir et encore plus à gagner dans ces domaines. ■

Martin Dahinden  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Stefan Hofmann/Kwa Wazee (9)

## Les aînés paient le prix du sida

Dans cinq villages de Tanzanie, l'association suisse Kwa Wazee verse une rente de vieillesse à 720 personnes particulièrement démunies. La moitié des bénéficiaires sont des grands-mères qui ont recueilli un ou plusieurs de leurs petits-enfants, orphelins du sida. Ce soutien financier, quoique modeste, a considérablement amélioré leur qualité de vie.

### Des parrains suisses

Kwa Wazee a été fondée en 2003 par le Bâlois Kurt Madörin. Auparavant, cet ancien collaborateur de Terre des Hommes avait dirigé durant plusieurs années un projet d'aide aux orphelins du sida à Nshamba. Il avait alors pris conscience de la situation extrêmement précaire des personnes âgées qui se chargent de ces enfants à la mort de leurs parents. Lorsqu'il a pris sa retraite, Kurt Madörin s'est installé dans ce village tanzanien et a décidé d'aider les grands-mères en leur versant une rente de vieillesse. Quelques-uns de ses amis ont créé en Suisse une association de soutien qui récolte des fonds auprès de personnes privées, de communes et de fondations. La majeure partie des dons proviennent de «parrains» et de «marraines» qui s'engagent à verser régulièrement 100 francs par année.

[www.kwawazee.ch](http://www.kwawazee.ch)

(Jls) Amina a déjà enterré devant sa hutte quatre de ses dix enfants, tous emportés par le sida. Âgée de 74 ans, elle vit avec sa petite-fille de neuf ans. Aurelia, une autre septuagénaire, a perdu sa fille il y a deux ans. Elle partage ses maigres ressources avec trois petits-enfants qui n'ont plus de contact avec leur père. Quant à Eufrazia, bientôt centenaire selon son estimation, elle s'occupe de cinq petits-fils, âgés de huit à treize ans, qui l'aident à cultiver un peu de maïs, de haricots et de bananes. De ses onze enfants, seuls quatre sont encore en vie, mais ils ne lui donnent plus de nouvelles.

Ces trois *bibis* (terme swahili pour «mémés») vivent à Nshamba, dans le nord-ouest de la Tanzanie, une région fortement touchée par le sida. La pandémie les a obligées, comme des millions d'autres grands-mères africaines, à assumer de nouveau des tâches éducatives. «Nous ne pouvons pas abandonner nos petits-enfants, c'est impossible. En revanche, absolument personne ne s'occupe de nous, les vieux. Sauf Kwa Wazee», confie Amina. En l'absence d'un régime étatique de retraite, les aînés étaient traditionnellement pris en charge par leurs enfants.

Mais cette solidarité familiale ne fonctionne plus, à cause de la pauvreté croissante, des migrations et surtout du sida qui a décimé la génération des adultes actifs.

### Une bouffée d'oxygène

Kwa Wazee (qui signifie «pour les vieux» en swahili) est active à Nshamba et dans quatre autres villages du même district. Cette association, fondée par un coopérant suisse à la retraite (voir texte en marge), réalise un projet peu courant dans l'aide au développement: grâce à des dons privés collectés en Suisse, elle finance le versement de rentes à quelque 720 personnes âgées particulièrement démunies.

Environ 90 pour cent des bénéficiaires sont des femmes, dont la moitié ont des petits-enfants à charge. Kwa Wazee leur verse une rente mensuelle de 6000 shillings tanzaniens (5,30 francs) et une allocation de 3000 shillings (2,65 francs) par enfant. «Ces sommes très modiques soulagent énormément le budget du ménage. Elles correspondent grosso modo au minimum vital en Tanzanie, qui





équivalait à environ 20 centimes suisses par jour», explique Stefan Hofmann, secrétaire de Kwa Wazee à Berne.

Dans bien des cas, cette rente représente au moins 80 pour cent des ressources financières dont disposent les *bibis*. Leurs autres revenus proviennent soit de la vente des denrées qu'elles cultivent sur leur lopin de terre, soit du travail journalier pour d'autres paysans, une activité fort mal rémunérée. Il leur arrive aussi souvent de demander l'aumône à des voisins.

### La cagnotte de crise

Si la pension permet d'échapper à la pauvreté extrême, elle ne suffit pas à affronter les coups du sort. C'est pourquoi Kwa Wazee a encouragé la création de groupes d'entraide entre voisins, qui interviennent par exemple en cas de maladie, de décès ou de dégâts dus aux aléas de la nature. Chaque membre prélève un petit pourcentage de sa rente pour alimenter une caisse commune et Kwa Wazee double ce montant. Quand une *bibi* doit être hospitalisée, ce fonds de crise sert à payer le transport, les médicaments et les soins. Les voisins s'organisent pour lui apporter régulièrement de la nourriture, travailler son champ et prendre soin de ses petits-enfants.

Avec une contribution financière de la DDC, Kwa Wazee a évalué en 2007 l'impact de son projet. L'étude a montré que le versement d'une aide en espèces avait sensiblement amélioré la qualité de vie de ces familles. Une bonne partie de la rente est consacrée à l'achat de nourriture. Alors qu'auparavant tous étaient sous-alimentés, la moitié des bé-

néficiaries interrogés disent aujourd'hui manger à leur faim. Leurs repas sont également plus variés, donc d'une meilleure qualité nutritive. La différence se fait sentir aussi sur le plan psychologique : les grands-mères ont retrouvé l'estime de soi et repris confiance ; elles ne sont plus tenaillées par l'angoisse de ne pas pouvoir nourrir leurs protégés ou payer le matériel scolaire.

### Objectif : la rente universelle

Malheureusement, le projet ne touche qu'une minorité de vieillards. Or, la pauvreté est tellement répandue dans la région que presque tous les autres auraient également besoin d'aide. « Il serait beaucoup plus judicieux d'accorder une rente à tous à partir d'un certain âge. Cela éviterait le processus de sélection, qui est forcément subjectif. Mais notre budget ne nous le permet pas », déplore Stefan Hofmann.

Kwa Wazee espère que les résultats de son enquête alimenteront le débat politique en Tanzanie sur les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté. Le gouvernement a en effet promis d'assurer d'ici 2010 une protection sociale à 40 pour cent des aînés. Les auteurs de l'étude recommandent d'introduire plutôt une rente universelle, en la limitant dans un premier temps aux personnes très âgées. Le but serait d'abaisser ensuite progressivement l'âge donnant droit à la pension. ■

### Versements cash contre la pauvreté

À ce jour, très peu de pays africains ont mis sur pied des systèmes nationaux de rentes de vieillesse. L'Organisation internationale du travail estime toutefois que même un pays très pauvre est en mesure de financer un modeste régime de retraite. Pour la Tanzanie, le versement d'une petite pension à toutes les personnes de plus de 60 ans représenterait 1,1% du produit national brut. Ces dernières années, quelques pays d'Afrique australe ont décidé de recourir à des aides en espèces pour combattre la pauvreté. Ainsi, la Namibie, le Botswana et le Lesotho allouent une trentaine de francs par mois aux citoyens âgés respectivement de plus de 60, 65 et 75 ans. Le Mozambique, lui, soutient financièrement 70 000 ménages urbains dirigés par des personnes âgées ou malades. Plusieurs études ont montré que de telles aides monétaires ont un impact très positif sur les conditions de vie.

# Des médecins de famille plutôt que des spécialistes



Matt Lutton/Invision/Val

**La Bosnie-et-Herzégovine s'emploie actuellement à renforcer son système de santé. Les médecins de famille sont appelés à y jouer désormais un rôle central. Par ailleurs, un projet financé par la Suisse contribue à rendre les soins plus équitables, plus efficaces et meilleur marché.**

## Une priorité de la politique étrangère

Pendant et après la guerre (1992-1995), la Suisse a fourni à la Bosnie-et-Herzégovine des secours d'urgence et une aide à la reconstruction pour un montant de 365 millions de francs. À partir de 1999, ces activités ont été remplacées par un soutien de longue durée aux réformes politiques et économiques, ainsi qu'à la réconciliation entre les différents groupes ethniques. La participation aux efforts menés à l'échelle internationale pour stabiliser la Bosnie-et-Herzégovine est devenue une tâche prioritaire de la politique extérieure suisse – notamment en raison du grand nombre de réfugiés bosniaques dans notre pays.

(mr) «En Bosnie-et-Herzégovine, le système de santé a fait de grands progrès depuis la fin de la guerre», constate Rose-Marie Henny, cheffe suppléante du bureau de la coopération suisse à Sarajevo. Cette évolution doit beaucoup à un projet financé par la DDC et mis en œuvre depuis dix ans par la fondation locale FaMi dans les régions de Doboj, Foca, Tuzla et Sarajevo.

Auparavant, les personnes malades ou blessées allaient directement à l'hôpital ou consultaient à grands frais un médecin spécialiste. Elles n'avaient guère d'autre choix, puisque, dans ce pays, le nombre de spécialistes dépassait largement celui des généralistes. Cette politique de santé mal conçue avait pour conséquence une surcharge chronique des hôpitaux, un accès difficile aux soins pour les classes sociales les plus démunies, ainsi que des coûts excessifs.

## Mieux exploiter le potentiel humain

Dans le cadre de la réforme en cours, la Bosnie entend revaloriser le travail des médecins de famille et les placer au centre du système de santé. «À ce jour, le projet a déjà permis de réhabiliter ou de créer 161 centres de traitement ambulatoire, tenus

par des généralistes, dans les quatre régions couvertes. Cela a considérablement facilité l'accès des personnes vulnérables aux soins de santé de base», explique Rose-Marie Henny.

Instruire le personnel médical constitue un volet essentiel du projet: depuis 1998, plus de 800 médecins et infirmières ont suivi une formation en médecine de famille. L'enseignement met l'accent sur la promotion de la santé et la prévention. Il vise en outre à donner des responsabilités accrues aux infirmières. Rose-Marie Henny: «Nous avons constaté que les médecins sous-estiment souvent les aptitudes des infirmières. C'est pourquoi les équipes ont été formées dans l'idée d'exploiter à fond le potentiel du personnel soignant.»

Il va de soi que si les infirmières peuvent assumer elles-mêmes certains actes médicaux et fournir des conseils aux patients, cela décharge les médecins qui ont ainsi davantage de temps à consacrer aux cas plus difficiles. Un autre volet important du projet est la remise en état des infrastructures médicales – hôpitaux et dispensaires – dont une grande partie a été détruite par la guerre. ■

(De l'allemand)



**Hausse progressive de l'aide**

(jtm) À la fin de 2008, le Parlement a demandé au Conseil fédéral de lui soumettre un projet en vue de porter progressivement l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut (RNB) d'ici 2015. Tenant compte des prévisions conjoncturelles incertaines, le Conseil fédéral a décidé le 20 mai dernier d'élaborer d'abord un rapport à ce sujet. Sur la base des perspectives économiques les plus récentes, celui-ci évaluera les effets de la hausse demandée sur les finances et sur la politique de développement. Il sera remis au Parlement d'ici fin septembre.

**Contribution en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie**

(lrf) Le 5 juin dernier, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le message concernant le crédit-cadre pour la contribution à l'élargissement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie. La contribution de la Suisse à la ré-

duction des disparités économiques et sociales se monte à 257 millions de francs, répartis sur cinq ans. De cette somme, 76 millions de francs sont destinés à la Bulgarie et 181 millions à la Roumanie. La mise en œuvre de la contribution sera assurée conjointement par la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Cet argent doit financer des projets et des programmes dans quatre domaines principaux: sécurité, stabilité et appui aux réformes; développement humain et social (champs d'action de la DDC); environnement et infrastructures (Seco et DDC); promotion de l'économie privée (Seco). La Suisse a tout intérêt à voir la Bulgarie et la Roumanie s'intégrer harmonieusement au sein de l'Union européenne. Son engagement n'est donc pas seulement un gage de solidarité, mais favorise aussi les relations économiques et politiques avec ces deux nouveaux États membres et avec l'UE.

**Égalité des sexes sous la loupe**

(mq) Après avoir évalué les mesures prises par la DDC pour promouvoir l'égalité des sexes, des experts indépendants ont conclu que la coopération suisse offre un cadre favorable à cette thématique. Les domaines d'activité abordant les questions de genre sont des plus variés et, dans les pays où les rapports de pouvoir entre les sexes sont très inégaux, la DDC défend plus particulièrement les droits des femmes. Elle pratique aussi le *gender mainstreaming*, soit l'approche intégrée de l'égalité. Autrement dit, tous les projets qu'elle finance tiennent compte de la dimension de genre et contribuent à renforcer l'influence des femmes. D'autre part, la DDC s'efforce d'assurer un équilibre entre hommes et femmes dans sa politique du personnel. Le groupe d'experts estime qu'elle y parvient particulièrement bien: le programme de promotion de la relève a privilégié les candida-

tures féminines, la parité est réalisée parmi les responsables de programmes et les femmes sont plus nombreuses qu'auparavant à occuper des postes de cadres. L'approche intégrée porte aussi ses fruits dans les pays prioritaires. Les experts relèvent toutefois des lacunes au niveau de la définition systématique des objectifs et des indicateurs lors de la conception de projets et de stratégies par pays. La DDC prévoit de remédier à ces faiblesses en examinant l'impact sexospécifique de chaque nouveau projet avant de le financer.

**Au fait, qu'est-ce que le commerce des droits d'émission ?**

(gn) La possibilité de négocier des certificats d'émission vient d'une idée de John H. Dales. En 1968 déjà, cet économiste canadien proposait d'instaurer un marché de «droits à polluer», afin de réduire la pollution des eaux par les rejets industriels. Selon ce principe, les autorités politiques sont habilitées à plafonner certaines émissions sur un territoire donné et pour un certain laps de temps. Elles mettent en circulation des certificats qui quantifient le droit de polluer. Ceux-ci peuvent se négocier. Ainsi, une entreprise «propre» a la possibilité de gagner de l'argent en vendant à une autre son quota d'émissions. Ce qui intéresse la politique de développement, c'est le marché mondial des certificats de CO<sub>2</sub> instauré par le Protocole de Kyoto. Alors que les quantités de gaz à effet de serre rejetées par la plupart des pays en développement ou émergents sont largement inférieures à la moyenne mondiale, les pays industrialisés doivent réduire les leurs de manière draconienne. Pour accélérer ce processus, des États ou des entreprises peuvent compenser le dépassement de leurs quotas en soutenant financièrement des projets d'énergie durable dans le Sud. Avec le commerce des droits d'émission, on sait sur quel volume portera la réduction, puisque la limite est fixée par décision politique, mais le coût

des opérations dépend des mécanismes du marché. Avec le prélèvement d'une taxe sur les émissions, en revanche, la situation est inversée: on connaît les coûts, mais pas l'ampleur effective de la diminution que cet impôt permettra d'obtenir.





Joerg Modrow/af

# Combien d'êtres humains la Terre peut-elle supporter?

**La population mondiale devrait dépasser 9 milliards d'âmes d'ici 2050. Pourtant, même si les ressources se font rares, ni la croissance démographique ni la planification familiale ne comptent parmi les priorités de la coopération au développement. De Gabriela Neuhaus.**

## Santé reproductive

La notion de «santé sexuelle et reproductive» a vu le jour en 1994, lors de la Conférence internationale sur la population au Caire. Elle désigne «le bien-être général, tant physique que mental et social, de la personne humaine». Le plan d'action adopté dans la capitale égyptienne fixait certains principes en la matière. Les programmes de promotion de la santé reproductive doivent avoir aussi pour objectif de permettre à toute personne de mener une vie sexuelle satisfaisante et sans danger pour la santé, et de garantir à toute femme la liberté de choisir si elle souhaite procréer et, si oui, quand et comment.

Toutes les heures, la population mondiale s'accroît de 10 000 personnes, car on enregistre 10 000 naissances de plus que de décès. La Terre compte aujourd'hui 6,8 milliards d'habitants et l'ONU prévoit que leur nombre passera à 9,2 milliards d'ici 2050.

C'est là l'annonce d'un avenir radieux pour les milieux qui, fondés sur des considérations économiques, se réjouissent de toute forme de croissance: une étude de la banque Goldman Sachs voit par exemple dans la forte hausse démographique de l'Inde la base d'une prospérité économique à venir. Et des multinationales comme Syngenta, le géant de l'agro-industrie, n'hésitent pas à exploiter cette nouvelle dans leur publicité: «Il faudra produire plus d'aliments pour nourrir le monde.»

## Contrôle des naissances en Inde et en Chine

Leur calcul est simple: du point de vue économique, la croissance démographique engendre une hausse de la consommation. Dans l'autre camp, les organisations environnementales, telle l'Association écologie et population (Ecopop) basée en Suisse, annoncent que la densité actuelle de la population grève déjà les ressources vitales des générations futures: nous consommons aujourd'hui chaque an-

née un quart de ressources de plus que ce que la nature parvient à régénérer.

Ce pillage écologique est lourd de conséquences: changement climatique, pénurie d'eau et d'énergie, érosion de la biodiversité et crises alimentaires. «La surpopulation est l'une des principales causes de la dégradation de l'environnement», constate Ecopop. Pour l'association, il faut stopper la croissance démographique et ramener la population mondiale à un niveau «écologiquement et socialement supportable».

Vers la fin du 18<sup>e</sup> siècle, on se demandait déjà combien d'êtres humains la planète pourrait nourrir. À l'époque, l'économiste britannique Thomas Malthus affirmait que la surpopulation menaçait gravement l'économie et la prospérité, car la production alimentaire était loin de pouvoir répondre à la croissance exponentielle de la population. Ses théories ne peuvent certes plus s'appliquer à la société contemporaine, mais la question demeure: combien de personnes et d'activités humaines la Terre peut-elle supporter?

Une hausse démographique rapide aggrave le cercle vicieux de la pauvreté et de la faim. C'est ce qui a poussé l'Inde et la Chine à prendre des mesures draconiennes dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Pour ralentir l'accroissement de sa popula-





Que ce soit en Inde, aux îles Canaries, en Guinée ou au Pérou, la croissance démographique se traduit par une demande accrue de denrées alimentaires, d'énergie et d'eau. Cependant, l'humanité consomme actuellement chaque année un quart de ressources de plus que ce que la nature parvient à régénérer durant le même laps de temps.

tion, l'Inde a lancé des campagnes de stérilisation, surtout parmi les femmes des castes inférieures. Mais elle n'a obtenu que de maigres résultats. La Chine a eu plus de succès avec sa politique de l'enfant unique: le nombre d'enfants par femme est passé de 6,2 en 1950 à 1,8 aujourd'hui.

### Le libre choix est un droit humain

Du point de vue des droits de l'homme, il est inadmissible qu'une loi interdise de procréer. De telles mesures suscitent donc la critique. Cependant, il ne faut pas sous-estimer le fait qu'en Chine, elles ont permis d'éviter quelque 400 millions de naissances et donc de freiner l'explosion démographique. «La contrainte et la violence ne servent à rien», déclare Alec Gagneux, activiste suisse du développement. «En matière de planification familiale, le libre choix relève des droits humains. Toute personne disposant des informations et des moyens requis choisira d'elle-même, sans aucune forme de pression, d'avoir moins d'enfants, afin d'améliorer ses chances de développement.» Il déplore que la coopération au développement n'aborde ce problème

me que dans le cadre de ses activités ayant trait à la santé.

En marge de projets qu'il suit en Inde, Alec Gagneux a mis au point un système de distribution de préservatifs. Les utilisateurs reçoivent en même temps des informations et des explications sur des maladies comme le sida et sur la contraception. «L'objectif est d'améliorer la qualité de vie grâce à la prévention», explique M. Gagneux. Des distributeurs ont déjà été installés dans des gares et dans des usines textiles qui approvisionnent deux entreprises suisses, Migros et Switcher.

Ce type d'activités va dans le sens des décisions prises par la Conférence internationale sur la population, réunie au Caire en 1994: pour réduire les taux de natalité dans les pays en développement, il faut améliorer la sécurité humaine et consentir des efforts accrus en matière de santé reproductive. Quoique tous les États y aient souscrit, cet objectif s'est d'emblée heurté à des opposants de poids. Ainsi, l'Église catholique combat l'usage du préservatif, pourtant essentiel dans la prévention non seulement du sida mais aussi des grossesses non dé-

### Population mondiale

Selon les estimations de l'ONU, la Terre comptait quelque 300 millions d'habitants il y a 2000 ans. Vers l'année 1700, ce chiffre avait doublé et le premier milliard a été atteint en 1804. Jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, la croissance démographique s'est accélérée, dépassant parfois 2%, ce qui a provoqué une véritable explosion de la population: le nombre d'habitants a atteint 2 milliards en 1927 et 6 milliards en 1999. La barre des 7 milliards devrait être franchie en 2012. Bien que les taux de natalité aient reculé pratiquement partout ces dernières années, sauf dans les pays en développement les plus pauvres, la population mondiale continue de croître. Au début de 2009, elle comptait 6,75 milliards d'âmes et sa croissance se poursuit au rythme de 1,2% par an. Au niveau mondial, le taux de natalité s'élève à 21 naissances pour 1000 habitants et le taux de mortalité à 8 décès pour 1000 habitants.



Les taux élevés de natalité dans les pays en développement – à droite, la Sierra Leone – sont dus au manque d'information, à l'éducation insuffisante des femmes et au fait que leur liberté de choix est restreinte



Sven Torfinn

sirées. Sous l'administration de George W. Bush, les États-Unis ont par ailleurs suspendu leurs contributions au Fonds des Nations Unies pour la population (Fnuap) et à tous les projets de planification familiale qui ne suivaient pas le précepte de l'abstinence.

### Un domaine sensible

Devant de telles résistances, qui se sont manifestées aussi dans les pays en développement, la plupart des agences de coopération ont négligé les projets ayant trait à la planification familiale et à la croissance démographique. « Il n'est pas toujours facile d'aborder la planification familiale. La plupart des pays possèdent leur propre politique, fondée sur des valeurs locales, et ils n'apprécient guère que nous menions dans ce domaine des activités qui ne correspondent pas à leurs principes », explique Franziska Freiburghaus, spécialiste de la santé à la DDC. Les organismes de développement se doivent néanmoins d'appliquer des stratégies et de mener une politique démographique active dans le Sud. Cela fait partie de leur cahier des charges : alors que la population diminue dans le monde industrialisé, la plupart des quelque 2,3 milliards d'habitants supplémentaires que la Terre comptera d'ici 2050 vivront dans les pays les plus pauvres.

Or la Société allemande pour la population mondiale estime que, dans ces pays, une grossesse sur deux n'est pas désirée. Les taux élevés de natalité s'expliquent par l'absence d'information, l'éducation insuffisante des femmes et le fait que leur liberté de choix est restreinte. De plus, des millions de personnes n'ont toujours pas accès à des moyens de contraception.

### Avec le soutien de maris avertis

« La croissance démographique est un indicateur de la pauvreté », affirme la Saint-Galloise Yvonne Gilli, médecin et conseillère nationale. En mars der-

nier, elle a déposé une interpellation au Parlement pour demander que 10 pour cent au moins des fonds destinés au développement soient investis dans la santé reproductive. « L'éducation sexuelle, la planification familiale ainsi qu'un suivi médical de base pendant la grossesse et à la naissance ne permettent pas seulement de réduire la mortalité maternelle et infantile. Ce sont aussi les conditions du succès de la lutte contre la pauvreté », affirme-t-elle. Franziska Freiburghaus partage cet avis : « Si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, nous devons maîtriser l'accroissement de la population. » Pour illustrer l'une des voies possibles, elle cite les cas du Mozambique et de la Moldavie, où des projets de soins de santé primaires sont parvenus non seulement à réduire la mortalité parmi les mères et les nouveau-nés, mais aussi à abaisser les taux de natalité : « Lorsque les femmes sont accompagnées, informées et encouragées durant la période délicate de la grossesse, elles peuvent ensuite éviter d'autres naissances qu'elles ne désirent pas vraiment. Si, en plus, elles sont soutenues par des maris avertis, le succès est au rendez-vous. »

L'approche paraît judicieuse. Reste à savoir si de telles initiatives suffiront pour empêcher la population d'atteindre les 9,2 milliards pronostiqués et si la politique de développement entend effectivement poursuivre cet objectif. ■

(De l'allemand)

### Le taux de fécondité

Le nombre de naissances par femme a chuté dans pratiquement tous les pays du monde. En revanche, il s'est accru dans une poignée de pays très pauvres qui se distinguaient déjà par une forte croissance démographique. Selon le rapport de l'ONU sur l'état de la population mondiale en 2008, le nombre d'enfants par femme est de plus de 7 au Mali et au Niger (la tendance est à la hausse). Il est légèrement inférieur à 7 en Afghanistan, en Ouganda et au Burundi. En revanche, il ne dépasse pas 1,44 en Suisse, 1,2 en Corée du Sud et même 1 à Hongkong. [www.unfpa.org](http://www.unfpa.org), « State of the world population »



## Des écrivains qui demandent la charité

Il y a quelques années, j'ai fait une tournée littéraire en Grande-Bretagne avec d'autres écrivains africains dont la Ghanéenne Ama Ata Aidoo, considérée par beaucoup d'entre nous comme la doyenne de la littérature africaine. Ce fut un voyage agréable : nous lisions des extraits de nos ouvrages dans des festivals et des librairies ; nous répondions aux questions de lecteurs enthousiastes.

En arrivant à l'une de ces réunions, nous avons été surpris de voir une série d'affiches. Elles avaient été placardées par une association caritative qui voulait profiter de notre présence pour collecter de l'argent en faveur de l'éducation en Afrique – une intention tout à fait louable. Nous y avons jeté un rapide coup d'œil en allant prendre place sur l'estrade. Les organisateurs nous ont alors demandé d'autoriser des membres de cette association à prendre la parole pour inviter le public à faire des dons. Cela nous a mis mal à l'aise : nous ne voulions passer ni pour des écrivains quémandeurs ni pour des invités ingrats. Nous sommes donc restés muets.

Ama Ata Aidoo a rompu le silence en notre nom. « Pourquoi

les gouvernements africains n'éduquent-ils pas leurs propres enfants ? Pourquoi faut-il compter sur la philanthropie européenne pour que de petits Africains soient scolarisés ? », a-t-elle demandé. Ama Ata Aidoo savait parfaitement de quoi elle parlait. Ayant été ministre de l'éducation du Ghana, elle avait compris que la charité détruit son peuple et le reste de l'Afrique. Elle savait que des gouvernements corrompus inscrivent à leur budget des montants ridicules pour l'éducation, la santé et le développement, en sachant que l'aide internationale prendra le relais ; en même temps, ils gaspillent des fortunes dans des projets inutiles, sans oublier de virer une partie de l'argent sur des comptes secrets en Suisse. C'est parce que toute cette corruption lui était insupportable qu'Ama Ata Aidoo a renoncé assez rapidement à son portefeuille ministériel.

J'ai toujours été contre l'aide – surtout alimentaire – fournie par les pays riches. Sauf, bien entendu, en cas de catastrophe nationale ou de crise humanitaire. Quand je travaillais dans le développement rural au Lesotho, j'ai vu comment l'envoi régulier de nourriture crée

une mentalité de dépendance dans la population. J'en parle dans mon livre *When People Play People*, paru en 1993 (Zed Books, Londres) : « Lors de leurs tournées dans les zones rurales, ils [les acteurs de ma troupe de théâtre] avaient découvert que les villageois se montraient souvent très réticents à s'engager dans des projets de développement s'ils ne recevaient pas d'aide alimentaire. Parfois, les habitants refusaient même de prévenir l'érosion du sol dans leurs propres champs si on ne leur donnait pas de l'huile et du maïs. Au fil des ans, le gouvernement du Lesotho et les donateurs avaient mis en place toute une culture de l'aide alimentaire, qui avait fait naître une mentalité d'assistés. »

Mon point de vue, qui se base sur des faits avérés, a été fortement contesté par l'industrie de l'aide. Dans l'un de mes poèmes, j'ai écrit que l'Afrique est riche de ses ressources minières, de ses habitants, de ses forêts et de ses fleuves. Il faut qu'elle se saisisse de sa liberté et qu'elle nourrisse ses enfants. Dans de nombreux pays africains, l'aide est devenue un mode de vie plutôt qu'un secours temporaire. Elle paralyse l'esprit d'initiative et les ambitions des gens. L'aide alimentaire tue le paysan africain : comme ils ne peuvent de toute façon pas concurrencer la nourriture gratuite en provenance d'Amérique et d'Europe, les agriculteurs locaux perdent toute motivation de cultiver leurs terres.

Ce n'est pas d'aide dont l'Afrique a besoin, mais de libre-échange et d'investissements. Ce qui la sauvera, c'est de prendre ses responsabilités pour échapper à sa situation de dépendance et d'endettement ■.

(De l'anglais)



**Zakes Mda** (de son vrai nom Zanemvula Kizito Gatyeni Mda) est l'un des écrivains les plus connus d'Afrique du Sud. Né en 1948, il a grandi à Soweto et au Lesotho. Puis il a émigré aux États-Unis en 1963, où il a étudié à l'Université de l'Ohio. De retour en 1995, il devient écrivain en résidence au Market Theatre de Johannesburg. Après avoir écrit surtout des pièces de théâtre dans les années 70 et 80, Zakes Mda se tourne vers le roman. Ses œuvres, couronnées par de nombreux prix, ont été traduites dans diverses langues. Trois de ses sept romans ont été publiés en français : *Le Pleureur* (Dapper, 1999), *La Madone d'Excelsior* (Seuil, 2004) et *Au pays de l'ocre rouge* (Seuil, 2006). Zakes Mda est aussi peintre, compositeur et cinéaste. Par ailleurs, il dirige le Southern African Multimedia AIDS Trust, à Sophiatown (Johannesburg) et élève des abeilles. Enseignant dans des universités américaines et sud-africaines, il vit aujourd'hui entre Johannesburg et l'Ohio.



Ursula Messner/af



Cipriani/Alpaes/Anda / iStock Pictures



# Réconciliation par la culture dans les Balkans

La fondation Pro Helvetia, qui soutient l'art et la culture en Europe de l'Est depuis 1990 sur mandat de la DDC, a recentré ses activités sur les pays des Balkans occidentaux. Ses projets encourageront désormais la coopération transfrontalière. Cette nouvelle orientation devrait contribuer à apaiser les tensions ethniques. De Jane-Lise Schneeberger.





L'Académie nomade de danse ou le projet «Villes créatives», avec ses façades et ses portes magnifiquement décorées, poursuivent le même objectif: mettre en valeur le talent et la créativité des gens par-delà les frontières

À la chute du communisme, la coopération suisse est intervenue d'abord en Europe centrale. Mandatée par la DDC, Pro Helvetia a aidé la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie à revitaliser leur vie culturelle. Puis elle a déplacé ses activités vers le sud-est du continent, où la transition démocratique progressait plus lentement. L'année 2008 a marqué un nouveau tournant pour le programme culturel suisse (plus connu sous son nom anglais de Swiss Cultural Programme – SCP): après avoir fermé ses bureaux en Roumanie, en Bulgarie et Ukraine, il se concentre désormais sur les Balkans occidentaux, plus précisément l'Albanie, la Bosnie, le Kosovo, la Macédoine et la Serbie. Toutes ses activités s'achèveront en 2012. Pour cette phase finale, le SCP a été entièrement restructuré. Pro Helvetia, qui dirigeait jusqu'ici les opérations depuis Zurich, a transféré cette responsabilité à

un bureau régional à Sarajevo (Bosnie), composé de quatre ressortissants de pays balkaniques. «Ces personnes ont toutes une expérience professionnelle dans la coopération internationale. Nous les soutenons sur le plan de la gestion stratégique et financière, sans pour autant intervenir dans le déroulement des opérations au quotidien», note Petra Bischof, de Pro Helvetia, qui assure le relais entre Zurich et Sarajevo ainsi qu'un appui technique. Des bureaux locaux existent encore dans les quatre autres pays bénéficiaires, mais ils seront fermés les uns après les autres.

#### Apaiser les tensions ethniques

La régionalisation concerne également le contenu des activités. Les futurs projets de coopération ne se réaliseront plus au niveau national, mais impliqueront au moins deux pays. Cette nouvelle orientation a été souhaitée par

la DDC dans le but de renforcer la collaboration transfrontalière. «Lorsque les gens se parlent, qu'ils échangent des idées, les clivages ethniques s'atténuent. Nous espérons que la production d'activités artistiques au niveau régional contribuera à réduire le potentiel de conflits et facilitera le débat démocratique», explique Ralph Friedländer, chargé de programme à la DDC. Les ressentiments et les préjugés ethniques sont encore vifs dans la région. Ils n'épargnent pas la sphère culturelle. La galerie Kontekst, à Belgrade, en a fait l'expérience l'an dernier: une centaine de nationalistes serbes ont attaqué une exposition qu'elle s'appretait à ouvrir et qui était consacrée à l'art visuel contemporain au Kosovo. Ils ont détruit une œuvre représentant Adem Jashari, un leader de la guérilla indépendantiste.

#### Une académie itinérante

Sur les onze projets de coopéra-

tion qui sont actuellement soutenus par le SCP, six revêtent déjà une dimension régionale. L'un d'eux, «Nomad», appuie la professionnalisation de la danse contemporaine. Dans les Balkans, les chorégraphes se formaient jusqu'ici sur le tas, en l'absence de toute école. C'est pourquoi des organisations spécialisées de six pays de la région ont créé l'Académie nomade de danse. Chacune d'elles conçoit et organise un module de formation de trois semaines. Le SCP finance ces activités en Macédoine, en Serbie et en Bosnie, les trois autres pays ne faisant pas partie de son rayon d'action. Les élèves, originaires de tous les pays participants, se déplacent d'une capitale à l'autre. Lors d'un spectacle organisé à la fin du programme, ils présentent quelques-unes des chorégraphies qu'ils ont créées. Car le projet vise aussi à sensibiliser le grand public à la danse contemporaine et à lui faire dé-



SCP Pro Helvetia (2)



Les ressentiments et les préjugés ethniques sont encore vifs dans les Balkans. Des expositions et d'autres événements culturels devraient réduire le potentiel de conflits et faciliter le débat démocratique.

couvrir des artistes appartenant à des ethnies différentes. «Nomad, qui a démarré en 2007 déjà, était un projet régional avant la lettre», relève Petra Bischof. «Son succès nous a incités à aller de l'avant. Il constituait la preuve tangible que la coopération régionale répond à une demande des organisations culturelles.»

#### Recherche de projets régionaux et novateurs

Depuis 2008, le SCP sélectionne ses projets de coopération sur la base d'une mise au concours publique. Le bureau régional de Sarajevo fait paraître des annonces dans les journaux des cinq pays concernés et sur son site Internet, invitant les acteurs culturels à soumettre des candidatures. Parmi les conditions à remplir, les projets doivent renforcer la capacité des institutions culturelles locales, promouvoir la collaboration interethnique et créer des structures ou des événements qui s'adressent à un large public. En outre, leur approche doit être novatrice. Cela implique, par exemple, que le

projet utilise de nouvelles technologies, qu'il fait connaître de jeunes artistes ou qu'il aborde des thèmes dérangeants. Le SCP promeut également la bonne gouvernance et l'égalité des sexes. Sur les 45 candidatures déposées en 2008, quatre projets remplissaient tous les critères requis et ont obtenu un financement. Le plus régional d'entre eux regroupe des partenaires de Macédoine, de Bosnie, du Kosovo et de Serbie. Il vise à assurer une animation socioculturelle dans les zones rurales. Un autre se déroule en Serbie, en Bosnie et en Albanie. Des artistes locaux produiront des films vidéo sur «les utopies individuelles d'hier et d'aujourd'hui». Ils mettront en images les rêves que nourrissaient les habitants de ces pays à l'époque du communisme, puis durant la guerre et actuellement.

#### Des habitants qui font revivre leur ville

Parallèlement, les responsables du SCP ont décidé de réaliser une version régionale d'un ancien projet, «Villes créatives»,

qui avait donné de bons résultats au niveau national en Albanie. Des habitants de Shkodra et de Pogradec avaient imaginé différents moyens de rendre leurs villes plus attrayantes et plus agréables à vivre. Ils avaient notamment repeint des façades en panachant des couleurs vives et décoré des portes de maisons. La deuxième phase de ce projet a commencé en mai dernier. L'objectif est le même : exploiter le talent et la créativité des habitants pour favoriser le développement urbain. Mais cette fois, les activités ont lieu simultanément dans six villes d'Albanie, une de Macédoine et une du Monténégro, qui travaillent en réseau. Après avoir suivi une formation commune, des représentants de chaque cité se réunissent régulièrement pour discuter des plans élaborés par les uns et les autres.

#### Soutien d'événements ponctuels

À côté de ses projets de coopération, qui durent trois ans et impliquent un engagement financier substantiel, le SCP sou-

tient ce qu'il nomme de «petites actions», autrement dit des projets à court terme réalisés par des organisations locales. Les montants alloués sont généralement inférieurs à 10 000 francs. Plusieurs dizaines d'événements ponctuels bénéficient en 2009 de tels subsides. Le SCP finance ou cofinance par exemple la création de plusieurs pièces de théâtre, la réalisation de documentaires – dont un sur la magie noire au Kosovo et un autre sur l'impact psychologique du sida en Macédoine –, des expositions de peinture ou de photographie, des festivals de musique, la publication de livres ou encore la production de CD. ■





### Chef-d'œuvre intemporel

(er) Les poignantes ballades de Lhasa de Sela, chantées en anglais, dégagent une douce mélancolie. En les écoutant, on a le sentiment d'être seul, perdu dans l'immensité du monde. Il en émane une fragilité diaphane, à la fois mystérieuse et transparente, douce-amère, élégiaque. En 2005, la chanteuse américano-mexicaine a été désignée «Meilleure artiste des Amériques» aux World Music Awards de la BBC. Sa voix chaude au timbre clair est pleine de douceur et de fraîche limpidité. Des coups de pinceau sonores en renforcent l'extraordinaire présence : piano, harpe, violon, guitare, basse et percussions dessinent en filigrane leurs motifs planants – toujours à cadence mesurée, parfois avec des accents country ou gospel, parfois dans l'esprit de la chanson blues ou folk. Ce troisième album de Lhasa de Sela, âgée de 37 ans, est un véritable chef-d'œuvre à la fois aérien et profondément enraciné, intemporel et parfaitement moderne. Ces chants si expressifs continueront pendant des années d'émouvoir sur-le-champ ceux qui les écoutent.

*Lhasa : «Lhasa»*

(Audiogram/Warner Music)

### Rumba en chaise roulante

(er) Les membres du Staff Benda Bilili vivent dans la rue à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. La plupart d'entre eux sont atteints de poliomyélite et paraplé-  
giques. Ils se déplacent dans des



chaises roulantes de leur propre fabrication, parfois motorisées, sur des tricycles ou sur des motos pour handicapés. Le groupe répète dans les jardins du zoo désaffecté. Les quatre chanteurs-guitaristes sont accompagnés par des enfants vagabonds. L'un d'eux, un prodige de 17 ans, joue d'un luth à une corde, appelé *satongé*, qu'il a bricolé lui-même avec une boîte de conserve. Il en tire des sons métalliques et perlés à vous couper le souffle. Le Staff Benda Bilili, dont le nom signifie «Regarde au-delà des apparences», soulève l'enthousiasme avec une rumba congolaise électrisante et hypnotique, émaillée d'accents funk, son, reggae et R&B. Ses chansons parlent de la difficulté de survivre dans la rue, dénoncent la corruption ou sensibilisent à la vaccination contre la poliomyélite. Son premier album a été enregistré en plein air à l'aide d'un ordinateur portable – on y distingue le coassement des grenouilles.

*Staff Benda Bilili : «Très très fort», CD et quatre vidéos (Crammed Discs/Musikvertrieb)*

### Un hommage aux hauts plateaux tibétains

(er) Soname Yangchen a eu la



vie dure. Après une enfance de semi-esclave au Tibet, elle décide à 16 ans de s'enfuir à travers l'Himalaya vers le nord de l'Inde. Elle y rencontre un homme qui l'abandonnera avec l'enfant né de leur relation. Réduite à la misère, Soname doit se séparer de sa fille pour que celle-ci puisse connaître une vie meilleure. Un jour, l'occasion se présente de partir pour l'Angleterre. Là, elle travaille d'abord comme femme de ménage, puis entame une carrière de chanteuse. La jeune femme décrit cette épopée dans le best-seller *Soname ou la bonne fortune : Une enfance tibétaine*. Ce livre et ses mélodies ont fait d'elle cette extraordinaire «voix du Tibet» qui dessine de fascinants paysages sonores. Son dernier album, *Plateau*, conjugue des chœurs d'inspiration sacrée, des envolées planantes de harpe celtique, de viole, de *dranyien* (luth tibétain) et de *sarangi* (vielle indienne) avec des accents modernes de clavier et de guitare, des traits brillants de flûte et de clarinette, le rythme discret des percussions et le jeu virtuose du tabla. Il s'en dégage un détachement bouddhique et une fer-  
veur presque lancinante, en hommage aux hauts plateaux tibétains, aux aigles qui décrivent des cercles au-dessus des lacs sacrés, aux montagnes immenses. *Soname : «Plateau» (World Village/Musicora)*

### Des hippopotames sacrés

**Films** Le film *Le fleuve Niger se meurt*, du réalisateur nigérien Adam Aborak Kandine, expose les répercussions dramatiques du changement climatique en Afrique. Alfari, qui habite au bord du fleuve, raconte comment il a renoncé au métier de pêcheur pour se convertir à celui de maraîcher. Comme le fleuve s'assèche lentement, le poisson se raréfie, ce qui a

service



contraint le pêcheur à se spécialiser dans la culture de légumes. L'espace qui lui permet de vivre au bord du fleuve se réduit de plus en plus et les habitants sont obligés de défendre leur modeste récolte contre les hippopotames. Car ces derniers sont eux aussi limités dans leur quête de nourriture. Mais contrairement aux habitants, ils jouissent d'une certaine considération aux yeux de l'État: ils sont protégés et on n'a pas le droit de les chasser. De l'avis d'Alfari, les hippopotames sont protégés pour stimuler le tourisme, tandis que les riverains luttent pour leur survie. Adam Aborak Kandine: «*Le fleuve Niger se meurt*», Niger 2006, documentaire, 7 minutes. Ce film est disponible sur le DVD «*Films courts – Sénégal, Niger, Palestine, Roumanie, Éthiopie, Afrique du Sud*». Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmceinewelt.ch](http://www.filmceinewelt.ch)

### L'après-guerre au féminin

Une chose est particulièrement frappante, dans les films récents de Bosnie-et-Herzégovine: ils traitent essentiellement de femmes qui se retrouvent seules ou en compagnie d'autres femmes. Aida Begic a tourné *Snow* dans un petit village de montagne dévasté par la guerre, où six femmes s'organisent pour survivre. Dans ce film émouvant, son premier long métrage, la jeune réalisatrice bosniaque raconte la vie de femmes qui se sont mariées et ont eu des enfants. Mais la guerre leur a pris ceux qu'elles aimaient et il s'agit maintenant pour elles de retrouver un sens à leur existence. Aida Begic a vécu elle-même le

conflit des Balkans alors qu'elle était adolescente. C'est également le cas de sa consœur et compatriote Jasmila Zbanic, qui raconte dans *Grbavica – Sarajevo, mon amour* les blessures intérieures et la difficulté de vivre avec ce qui s'est passé: à Grbavica, une banlieue de Sarajevo, Esma élève seule sa fille Sara de douze ans; elle lui raconte que son père était un héros de guerre; elle ment pour se protéger elle-même et pour éviter de confronter sa fille à l'atroce vérité: Sara est le fruit d'un viol. La cinéaste a obtenu pour ce film l'Ours d'or de la Berlinale en 2006.

Aida Begic: «*Snow*»; Jasmila Zbanic: «*Grbavica – Sarajevo, mon amour*». Ces deux DVD sont distribués par trigon-film. Informations et commande: 056 430 12 30 ou [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

### Le bio, c'est chic

(bf) Le commerce équitable et les produits durables sont en vogue. Les principes qui ont largement fait leurs preuves dans le domaine alimentaire devraient maintenant s'appliquer aussi à la mode. C'est pourquoi Helvetas invite tous les acteurs de la filière textile à se retrouver du 21 au 25 septembre à Interlaken pour un Congrès international sur le coton biologique, intitulé «*Vers une mode durable*». Cette rencontre se tient dans le cadre de l'Année internationale des fi-



bres naturelles, lancée par l'ONU. De nombreux ateliers, une exposition et diverses présentations offriront aux participants l'occasion de parler d'innovations et de problèmes actuels, de découvrir des modèles commerciaux couronnés de succès et d'établir de nouveaux partenariats dans le domaine du textile durable. Helvetas organise le congrès en collaboration notamment avec le Centre du commerce international, la fondation Max Havelaar et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco).

Programme détaillé et inscription en ligne: [www.fashiontosustainability.org](http://www.fashiontosustainability.org)

### L'extase par la musique

(jls) Les Ateliers d'ethnomusicologie (Adem), à Genève, organisent chaque automne un festival consacré aux musiques et aux danses traditionnelles d'un pays ou d'une région du monde. Cette année, ils ont choisi de présenter des expressions musicales encore mal connues en Europe ou qui font l'objet d'interprétations parfois fantaisistes. Sous le titre «*L'extase et la transe*», le festival éclairera en effet la dimension spirituelle des cultures du monde islamique. Une troupe turque de derviches tourneurs exécutera le *sema*, danse extatique que pratiquent les membres de cet ordre soufi pour entrer en communion avec Dieu. Six artistes pakistanais interpréteront le *qawwali*, chant sacré soufi. La Bangladaise Farida Parveen chantera des textes du fakir Lalou Shah, un poète mystique du 19<sup>e</sup> siècle.



Le public découvrira également la poésie chantée d'Iran, le *zar* égyptien – un rituel de guérison reposant sur la danse et les percussions – et le riche répertoire des ensembles féminins *fqiret* qui se produisent en Algérie lors de fêtes religieuses et de réjouissances.

Festival «*L'extase et la transe*», théâtre de l'Alhambra, Genève, du 28 septembre au 3 octobre

### Ce climat qu'on assassine

(gn) Dans son ouvrage *Tatort Klimawandel* (lieu du crime – changement climatique), le journaliste allemand Bernhard Pötter ne laisse aucune place au doute: le changement climatique provoqué par l'homme est en cours et bouleversera notre monde. Par le biais de 26 exemples concrets et très révélateurs, il décrit les coupables, les victimes et les profiteurs qu'il a identifiés au cours de deux ans de recherches dans le monde entier. L'auteur a parcouru notamment des champs pétroliers à Houston, des forêts amazoniennes et le Bangladesh; il a grimpé sur le Schilthorn, dans l'Oberland bernois. Il mêle habilement reportages, informations de base et citations d'acteurs de tous les horizons. Bernhard Pötter désigne clairement les responsables et examine d'un œil critique les solutions proposées par la politique, l'économie ou la recherche. Construit comme un roman policier, ce livre palpitant s'en distingue en évitant le stéréotype du bon et du méchant ainsi que les affirmations sans nuances.

Bernhard Pötter: «*Tatort Klimawandel*», éditions oekom, Munich 2008

### Quatre brochures passionnantes

(bf) Cela vous intéresse-t-il de savoir ce que sont précisément les droits de l'homme, comment



fonctionnent le droit international public, le droit international humanitaire ou la diplomatie? Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) consacre à chacun de ces thèmes une publication explicative rédigée de façon simple et claire à l'intention du grand public. Une introduction replace le sujet dans son contexte historique, social et juridique. La seconde partie comporte un glossaire qui donne une définition concise de notions spécifiques. On y apprend par exemple ce que recouvre concrètement le droit au développement, ce qui distingue une note diplomatique d'une démarche diplomatique ou encore quelles sont les attributions de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits.

Les quatre brochures «ABC des droits de l'homme», «ABC du droit international humanitaire», «ABC du droit international public» et «ABC de la diplomatie» peuvent être commandées gratuitement par mail ([publikationen@eda.admin.ch](mailto:publikationen@eda.admin.ch)) ou par téléphone auprès du service de l'information du DFAE (031 322 31 53). On peut aussi les télécharger en format pdf à l'adresse [www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch), «Documentation», «Publications»

### Les ailleurs cinématographiques

C'est en 1989 que la fondation trigon-film a présenté pour la première fois un film d'auteur,



*Zan Boko* de Gaston Kaboré (Burkina Faso). En 2009, elle distribue *La boîte de Pandore*, du Turc Yesim Ustaoglu, qui décrit une famille confrontée à la maladie d'Alzheimer. En vingt ans, trigon-film a distribué plus de 280 productions en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, contribuant de façon déterminante à diversifier et à enrichir les œuvres proposées dans les cinémas et sur DVD. On a pu ainsi admirer dans les salles suisses des chefs-d'œuvre comme *Yi Yi* d'Edward Yang, *Bombón le chien* de Carlos Sorín, *El viaje* de Fernando Solanas, *TGV* de Moussa Traoré ou encore *La vie, c'est siffler* de Fernando Pérez. À l'occasion de ce vingtième anniversaire, le directeur de trigon-film Walter Ruggle vient de publier un livre en allemand dans lequel il expose ses réflexions sur les films choisis et sur les grands réalisateurs. Des textes, des interviews, des citations et des images magnifiques invitent à voyager dans d'autres univers cinématographiques. Ils plongent le lecteur dans les thèmes, les attitudes et les ques-

tions qui préoccupent les cinéastes du Sud.

Walter Ruggle: «Welt in Sicht», en librairie ou directement auprès de trigon-film à Ennetbaden: 056 430 12 30

### Reporter photographe

(bf) Derrière une barrière, au col du Khunjerab, deux soldats et un chien errant surveillent la frontière entre le Pakistan et la Chine, avec un regard vague sur les sommets de 8000 mètres qui se dressent à l'horizon. Quatre mains de femmes qui disposent de la viande crue et sanguinolente dans une assiette, posée sur une nappe à fleurs rouges. Ce sont deux exemples des 165 photos à la fois sereines et poignantes que présente Daniel Schwartz dans son nouvel album *Travelling Through the Eye of History*. On sait que ce photographe soleurois de réputation internationale prépare ses reportages longuement et avec une grande minutie, qu'il n'appuie sur le déclencheur de son appareil qu'après s'être informé en détail sur le lieu qu'il visite.



2001 Daniel Schwartz/Pro Litteris

Les chemins qu'il a parcourus ces quinze dernières années l'ont mené jusqu'en Chine, à travers le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Il présente maintenant un condensé de ses voyages dans un ouvrage admirable, qui est en lui-même une véritable œuvre d'art.

Daniel Schwartz: «Travelling Through the Eye of History», Thames & Hudson, Londres 2009

### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

**Divers** Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53/ 35 80; fax 031 324 90 47/48; [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)

### Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction:

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vufray (coordination globale) (vuc)  
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,  
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,  
Sabina Mächler

### Rédaction:

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolitho et impression:

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,  
Courriel: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)  
Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 53500

Couverture: Touaregs dans le Sahara; Biosphoto/Thiriet Claudius/Still Pictures

ISSN 1661-1675

**Dans le prochain numéro :**

**La crise financière mondiale frappe les pays en développement beaucoup plus durement que les nations industrialisées. Notre dossier décrit ses répercussions concrètes sur la population et montre pourquoi il est aussi dans notre intérêt de faire en sorte que la situation ne se détériore pas encore davantage au Sud.**

